



# RISQUE D'EFFONDREMENT D'UN IMMEUBLE À BIR-MOURAD-RAÏS LES AUTORITÉS ATTENDENT UN DIAGNOSTIC

Page 5

## CORONAVIRUS EN ALGÉRIE

**113 NOUVEAUX  
CAS ET 4 DÉCÈS  
EN 24 HEURES**

Page 16

ISSN : 1112-7449

# MIDI



*L'info, rien que l'info*

QUOTIDIEN NATIONAL D'INFORMATION *Libre*

N° 4387 | Lundi 22 novembre 2021 - Prix : 10 DA • www.lemidi-dz.com

## TEST ANTIGÉNIQUE

**VERS  
SA RÉALISATION  
AU NIVEAU DES  
OFFICINES**

Page 5

## PRÉSENCE MILITAIRE AU SAHEL

# LA FRANCE INDÉSIRABLE

Page 3



## BACCALAURÉAT



**VERS UN NOUVEAU  
MODE D'ADMISSION  
À L'UNIVERSITÉ**

Page 4

## CONSEIL DE LA NATION

**DÉBAT AUJOURD'HUI  
AUTOUR DU PLF 2022**

Page 3

## 4<sup>e</sup> VAGUE DU COVID-19

**LES PRÉDICTIONS  
DU Pr SANHADJI**

Page 5



6

détenus libérés  
en 2021 bénéficient  
des programmes  
de réinsertion.

12

wilayas du pays  
ciblés par la caravane  
de Mémoire  
nationale.

210

têtes de bétail  
acheminées du Niger  
vers Illizi dans  
le cadre du troc.

## 8<sup>e</sup> édition à Oran des e-Logia et Home design

La huitième édition du Salon de l'immobilier, logements et maisons modernes (e-Logia) et du Salon international du meuble design, cuisine et équipements de maisons modernes (Home design), se tiendront du 23 au 27 novembre au Centre des conventions d'Oran (CCO) Mohamed-Benahmed. Des acteurs de la filière de l'immobilier : promoteurs, fournisseurs et établissements bancaires, prendront part au salon e-Logia, qui se veut "l'évènement phare du secteur", a-t-on souligné dans un communiqué de l'agence organisatrice "Up concept and design". Le salon se veut également une opportunité pour rencontrer et échanger avec les professionnels de l'immobilier, "une étape incontournable pour les futurs acquéreurs de logements, attendu que la qualité de l'habitat est plus que jamais exigée", selon la même source. "Des offres compétitives seront proposées aux demandeurs de logements neufs au cours de cet événement", affirme-t-on.

Le salon "Home Design" réunira, quant à lui, les amateurs de la décoration et les acteurs activant dans l'ameublement et



l'hôtellerie, qui présenteront leur savoir-faire et les dernières tendances pour la rénovation et la décoration d'intérieur, ainsi que l'aménagement de jardins et de piscines.

## 6<sup>e</sup> édition universitaire de randonnée pédestre



Le coup d'envoi de la 6<sup>e</sup> édition de la manifestation nationale universitaire de randonnée pédestre, a été donnée, au Parc national des cèdres de Théniet el-Had à Tissemsilt, sous le slogan "Pratique sportive saine dans un environnement propre".

Ont pris part à cette manifestation, organisée à l'initiative de l'université Ahmed-Benyahia-El-Ouarchanissi de Tissemsilt, la direction des œuvres universitaires en coordination avec plusieurs instances et associations sportives, touristiques et environnementales, avec la participation de 154 étudiants, issus de 34 établissements universitaires du pays.

La 1<sup>re</sup> journée a été marquée par l'organisation d'une marche pédestre à l'intérieur de la forêt El-Medad sur un parcours de 13 kilomètres. Les organisateurs ont pris également l'initiative de planter 400 arbustes de cèdres de l'Atlas au niveau de la forêt de Théniet el-Had. Il est également prévu l'organisation d'une visite des sites touristiques de la wilaya, à l'instar des sources thermales de Sidi-Slimane et la forêt Ain-Antar à Boukaïd. L'objectif de cette manifestation vise à faire connaître aux participants les potentialités touristiques et naturelles que recèle la wilaya de Tissemsilt, à créer un climat d'échanges et à encourager les étudiants à la pratique de la marche en montagne.

## Acquisition de cliniques mobiles pour le dépistage des maladies

Le ministre de la Santé, Abderrahmane Benbouzid, a annoncé l'acquisition prochaine de 3 cliniques mobiles équipées pour le dépistage de plusieurs maladies. Ces cliniques viennent renforcer les deux cliniques acquises en 2015 dans le cadre d'un partenariat avec un laboratoire établi en Algérie, destinées au dépistage de certaines maladies à travers tout le territoire national, précise Abderrahmane Benbouzid, qui a proposé au représentant de l'Organisation mondiale de la Santé (OMS), Nguessan Bla François, une collaboration et une coordination pour soutenir ces trois cliniques en leur permettant d'offrir des services médicaux aux populations des pays voisins au sud du Sahara, dont le Mali et le Niger. Le représentant de l'OMS en Algérie a salué cette initiative qui s'inscrit dans le cadre de la coopération Sud-Sud dont le lancement était prévu lors des mois précédents avant la propagation du nouveau coronavirus. Visitant les pavillons consacrés à la sensibilisation au diabète et à la vaccination contre la Covid-19 à Riadh el-Feth, le ministre a incité les présents à se faire vacciner. A ce propos, il a appelé tous les citoyens y compris ceux qui ont reçu une seule dose à respecter

Le ministre a souligné la nécessité, pour tous les corps du sec-



teur et les médias, de sensibiliser les citoyens sur la vaccination, 25 % seulement des 20 millions ciblés ont bénéficié d'une deuxième dose.

## A 41 ans, il demande à ses parents de lui verser une pension à vie

Alors qu'ils ont décidé de couper les vivres à leur enfant âgé de 41 ans, ce Britannique a intenté une action en justice contre eux.

Il demande une pension alimentaire à vie, sa demande a rapidement été rejetée. A 41 ans, Faiz Siddiqui était toujours très bien entretenu par ses parents..

Ces derniers, qui ont tous deux plus de 70 ans, ne souhaitent pas lui donner plus de 400 livres d'argent de poche par semaine, ce qui représente déjà une très belle somme.

## Un "spectre" filmé dans un bar dans le style du Titanic

Un couple d'amoureux est resté terrifié après avoir découvert sur des clichés, pris dans un pub historique décoré pour ressembler au Titanic, ce qu'il pense être le fantôme du capitaine du navire.

Le couple, en voyage à Belfast, en Irlande du Nord, a visité le pub de la ville, le Robinsons rempli à craquer de souvenirs originaux du Titanic.

En regardant les photos prises dans le pub, ils ont remarqué quelque chose de flou à l'arrière-plan des photos, ce qu'ils pensent être le fantôme du capitaine du Titanic.

D  
I  
X  
I  
t

## Abderrahmane Benbouzid

"La pratique d'une activité sportive est très bénéfique, vu qu'elle procure un bien-être psychologique et physique et permet de prévenir certaines maladies..."

PRÉSENCE MILITAIRE AU SAHEL

# La France indésirable

*Décidemment rien ne va plus pour la France dans le continent africain, tant le sentiment anti-Français va chaque jour grandissant. Cela est particulièrement le cas en Afrique subsaharienne appelée communément la région du Sahel.*

PAR KAMAL HAMED

**E**n effet l'épisode du blocage d'un convoi militaire français par des manifestants au Burkina Faso est révélateur de la montée en puissance d'une véritable révolte de la présence militaire française dans la région.

Ce d'autant que cela n'est pas un cas isolé puisqu'il intervient dans un contexte régional marqué aussi par la crise dans les relations de ce pays européen avec le Mali, un autre pays de la région du Sahel où le rejet de la présence des troupes françaises est allé crescendo au point où les autorités de Bamako ont décidé de faire appel à des troupes russes pour les remplacer, notamment dans le nord du pays où la lutte contre le terrorisme bat son plein depuis des années maintenant.

L'image d'un grand convoi militaire français bloqué par des milliers de manifestants hostiles à sa présence a fait le tour du monde. Cela s'est passé au Burkina Faso il y a juste deux jours.

Ce convoi militaire se dirigeait vers le Niger où la France dispose d'importantes bases militaires à Kaya, un département situé dans le centre-nord du Burkina Faso, des protestataires en colère ont barré la route au convoi militaire français qui devait rejoindre le Niger voisin.

Bien que de gros moyens aient été employés, les militaires français, selon ce qui a été rapporté par les médias, n'ont pas pu avancer.

Ils se sont donc résolus à passer trois nuits dans la région, à une centaine de kilomètres de la ville de Kaya. Malgré les médiations engagées par les autorités adminis-



tratives et les responsables politiques, la présence des militaires français a été vue d'un mauvais œil.

Des manifestants ont même tenté de pénétrer dans la base où les soixante véhicules composant le convoi étaient stationnés, affirme *Radio France Internationale (RFI)*.

Appuyés par des gendarmes burkinabès, les militaires français ont tiré des coups de sommation. Il y a eu plusieurs blessés parmi les manifestants qui réclamaient le départ des troupes étrangères du pays.

Finalement, le convoi a rebroussé chemin pour rallier Ouagadougou, la capitale du Burkina Faso.

Ce fait inédit atteste, s'il en était encore besoin, de l'animosité qu'engendre désormais la présence militaire française dans l'ensemble de la sous-région du Sahel.

Il en est ainsi avec le Mali où les relations avec la France sont dans la tourmente. Les discussions entre le Mali et la société militaire privée russe controversée, le groupe Wagner, suscitent une profonde inquiétude au niveau international, mais de nombreux Maliens sont impatients de voir les Russes remplacer les troupes fran-

çaises. Avec ce développement, la France, qui a annoncé il y a quelque temps la réduction de sa présence militaire dans la région du nord du Mali, a été surprise par la réaction des nouvelles autorités maliennes. En 2013, les soldats français avaient été accueillis dans la jubilation à leur arrivée au Mali après que des militants islamistes eurent détourné une rébellion et menacé de prendre le contrôle de tout le pays. Mais le Président Emmanuel Macron a récemment déclaré que le contingent français de 5.000 hommes serait réduit de moitié, ce qui a incité le Premier ministre malien Choguel Maïga à accuser la France d'un "abandon en plein vol".

Le Président Macron s'est dit "choqué" par cette accusation, condamnant le gouvernement militaire du Mali, qui, selon lui, n'avait aucune "légitimité démocratique" après deux coups d'État en moins d'un an.

Mais qu'à cela ne tienne, ces développements sont le signe que la présence militaire de la France dans la région du Sahel est de plus en plus indésirable.

K. H.

## COUR D'ALGER Le procès de Mahieddine Tahkout reporté

La sixième chambre pénale de la cour d'Alger a décidé hier de reporter au 28 novembre courant, le procès de l'homme d'affaires Mahieddine Tahkout, poursuivi pour corruption aux côtés d'anciens responsables, dont les deux anciens Premiers ministres, Abdelmalek Sellal et Ahmed Ouyahia.

Le report a été décidé à la demande du collectif de défense, en raison de l'hospitalisation de l'un des accusés (Rachid Tahkout). L'affaire a été réinscrite au rôle de la sixième chambre pénale de la cour d'Alger, après que la Cour suprême ait rejeté, en mai dernier, tous les pourvois en cassation introduits par les accusés et accepté celui du parquet général concernant la décision rendue pour certaines accusations et la peine prononcée à l'encontre de certains accusés le 18 novembre 2020.

Les pourvois en cassation présentés par les parties civiles et le juriste du Trésor public ont été acceptés dans la forme et dans le fond.

La cour d'Alger avait condamné l'homme d'affaires Mahieddine Tahkout à quatorze ans de prison ferme et les anciens Premiers ministres Ahmed Ouyahia et Abdelmalek Sellal à une peine de cinq ans de prison ferme. Les anciens ministres Youcef Yousfi et Amar Ghoul ont écopé de dix-huit mois de prison avec sursis et l'ancien ministre Abdelghani Zaâlâne a été acquitté.

## TRIBUNAL DE SIDI-M'HAMED Report du procès de Bilal Tahkout

Le tribunal de Sidi M'hamed a reporté, hier au 5 décembre prochain, le procès de Bilal Tahkout, fils de l'homme d'affaires Mahieddine Tahkout poursuivi dans le dossier de "Cima Motors".

Le procès a été reporté à la demande du collectif de défense.

Bilal est poursuivi, ainsi que Hamid, Ali et Brahim Tahkout et la représentante légale de la société Mahieddine Tahkout "Cima Motors" pour entrave au bon déroulement de la justice.

R. N.

## CONSEIL DE LA NATION

# Débat autour du PLF 2022

PAR RACIM NIDAL

"Le Conseil de la Nation reprendra, lundi, (aujourd'hui ndr) ses travaux en séance plénière consacrée au débat du projet de loi de finances (PLF) 2022", a indiqué hier un communiqué du conseil.

"Lors de cette séance, le projet de loi de finances (PLF) sera présenté par le représentant du gouvernement. La commission des affaires économiques et financières présentera son rapport sur le projet de loi avant de donner la parole aux membres du Conseil de la Nation", selon la même source.

Le Premier ministre, ministre des Finances, Aïmene Benabderrahmane, avait présenté, jeudi, le PLF devant la commission des affaires économiques et financières du Conseil de la Nation.

D'après la présentation, le PLF 2022 a été élaborée sur la base du prix référentiel de 45 dollars/baril et de 50 dollars/baril pour le prix de marché du pétrole algérien "Sahara Blend".

Le Gouvernement prévoit une croissance économique de 3,3 %, un taux de crois-

sance hors hydrocarbures de 3,9 % et un taux d'inflation de 3,7 %. Le texte de projet de loi prévoit de nouvelles dispositions sur le plan socioéconomique, dont les réformes fiscales. Les députés de l'Assemblée populaire nationale (APN) avaient adopté, mercredi, le PLF avec introduction de plusieurs amendements.

R. N.



## GRUPE SPÉCIAL MÉDITERRANÉE ET MOYEN-ORIENT DE L'OTAN L'APN prend part à la réunion

"L'Assemblée populaire nationale (APN) a pris part aux travaux de la réunion du Groupe spécial Méditerranée et Moyen-Orient (GSM) de l'Assemblée parlementaire de l'Organisation du traité de l'atlantique nord (AP-Otan), tenue les 19 et 20 novembre courant à Barcelone en Espagne", a indiqué hier la Chambre basse du Parlement dans un communiqué.

Lors de cette réunion, plusieurs thèmes ont été évoqués dont la question palestinienne, les défis et les perspectives d'émigration par la Méditerranée, l'Otan et la région Mena, l'évolution de la situation en Tunisie, en Syrie et en Irak, les principaux défis de la sécurité humaine dans la région Mena, outre le conflit et les perspectives de stabilité en Libye, note la même source. L'APN a été représentée à cette réunion par le député Hamed Ayoub.

R. N.

DJAMAÂ EL-DJAZAÏR

# L'une des plus belles œuvres architecturales au monde

La mosquée d'Alger, "Djamaâ El-Djazair" a été choisie parmi les meilleures conceptions architecturales au monde en 2021...

PAR RANIA NAILI

La Grande mosquée d'Alger a en effet remporté le Prix annuel du musée Chicago Athenaeum d'architecture et de design et le Centre européen pour l'architecture, le design artistique et les études urbaines, a annoncé dimanche l'ambassade des États-Unis à Alger. L'ambassade américaine a présenté, à cette occasion, toutes ses félicitations à l'Algérie pour avoir remporté ce prix attri-



bué par le Chicago Athenaeum aux fins de hisser la connaissance et la conscience publique quant aux arts de l'architecture et du design. La mosquée est la plus grande d'Afrique et la troisième plus grande au monde, après la mosquée Al-Haram à La Mecque et la mosquée Al-Nabawi à Médine. Constituant un véritable pôle attractif à caractère religieux, culturel et scientifique, Djamaâ El Djazaïr se distingue à l'échelle internationale par son minaret, le plus haut au monde, long de 267 mètres et sa salle de prière de 20.000 m<sup>2</sup> pouvant accueillir jusqu'à 120.000 fidèles.

Déployée sur une superficie totale de 27,75 hectares sur le territoire de la commune de Mohammadia, Djamaa El Djazaïr dispose de 12 bâtiments indépendants dont une grande bibliothèque riche d'un fonds bibliothécaire d'un million de livres et pouvant recevoir 3.500 personnes. Un centre culturel de 8.000 m<sup>2</sup> de superficie, pouvant accueillir 3.000 personnes et une maison du Coran d'une capacité de 300 places, dédiée aux étu-

dians post-gradués algériens et étrangers en sciences islamiques et sciences humaines font partie également de ces bâtiments alliant modernité et authenticité. Dans le domaine culturel et artistique, la Grande mosquée d'Alger est renforcée par une médiathèque, une vidéothèque, une filmothèque, un amphithéâtre de 500 places avec salle de projection, une salle de travail d'une capacité d'accueil de 30 à 50 personnes, des espaces de projection, des ateliers d'art et un pôle informatique. Djamaâ El Djazaïr abrite aussi une immense esplanade, des jardins de détente, des espaces verts comportant plus de 700 variétés d'arbres, d'arbustes et de plantes, des bassins et des plans d'eau minutieusement aménagés, sans oublier les espaces dédiés à la restauration, aux loisirs, aux commerces ainsi qu'un hôtel de haut standing construit à proximité, disposant de 300 chambres.

L'édifice comprend également un parking de stationnement d'une capacité de 4.000 à 6.000 places construit sur deux niveaux au sous-sol, des blocs administratifs et des

postes de la Protection civile et de la Sécurité nationale. Le toit de la salle de prière, qui s'élève à une hauteur de 45 mètres, supporte, quant à lui, une immense coupole dorée d'un diamètre de 50 mètres culminant à une hauteur de 70 mètres. Quant au minaret, il comporte 43 étages desservis par des ascenseurs panoramiques permettant d'observer la baie d'Alger et ses environs. Chaque étage est doté d'un espace fonctionnel dont une aire d'entrée spacieuse, avec un grand foyer, prévu au pied du minaret, un musée et un centre de recherche pour l'art et l'histoire islamiques.

La Grande mosquée d'Alger est dotée d'un système parasismique très performant capable d'absorber plus de 70 % de l'accélération du séisme.

R. N.

## TAUX DE CHANGE DU DINAR Cotations du dimanche 21 novembre

La dégringolade de la valeur de la monnaie nationale se poursuit, tant dans les cotations officielles de la Banque d'Algérie qu'au niveau du marché parallèle des devises. Ce dimanche, le taux de change affiche tout de même une relative stabilité des niveaux.

Dans les cotations officielles de la Banque d'Algérie, l'euro a enregistré 157,15 dinars à l'achat et 157,21 dinars à la vente. Le cours de cette même monnaie au marché parallèle a atteint 214 dinars à l'achat et 216 dinars à la vente. La valeur du dollar s'est stabilisée au record enregistré durant la semaine dernière au niveau de la Banque d'Algérie, pour enregistrer 138,62 dinars à l'achat et 138,63 dinars à la vente. Sur le marché parallèle, il s'élevait à 188 dinars à l'achat et 191 dinars à la vente.

Le taux de change de la livre sterling dans les cotations commerciales de la Banque d'Algérie du 18 au 22 novembre a atteint 187,27 dinars à l'achat et 187,34 dinars à la vente. Sur le marché parallèle de change, il est à 247 dinars à l'achat et à 250 dinars à la vente.

Pour ce qui est du taux de change du dollar canadien, il affiche ce dimanche dans les cotations officielles 110,00 dinars à l'achat et 110,02 dinars à la vente. En outre, un seul dollar canadien est cédé au marché noir contre 140 dinars à l'achat et contre 143 dinars à la vente.

Le cours du riyal saoudien s'est stabilisé à 36,95 dinars à l'achat et à 36,96 dinars à la vente dans les cotations de la Banque d'Algérie. Sur le marché parallèle, il enregistre 48 dinars à l'achat et 48,50 dinars à la vente.

Le taux de change du dirham émirati est resté, dans les transactions de la Banque centrale à 37,73 dinars à l'achat et à 37,74 dinars à la vente. Le cours de cette monnaie sur le marché parallèle s'est stabilisé à 49 dinars à l'achat, et 49,50 dinars à la vente.

Le prix du dinar koweïtien à la Banque centrale s'élève à environ 457,80 dinars à l'achat et 459,06 dinars à la vente. Il est resté au niveau de 594,86 dinars à l'achat et de 601,47 dinars à la vente sur le marché parallèle des devises.

R. N.

BAC

## Vers un nouveau mode d'admission à l'université

PAR CHAHINE ASTOUATI

Des changements majeurs peuvent survenir dans le système éducatif en Algérie. Ces chamboulements risquent même d'avoir un impact sur l'enseignement supérieur. Les deux ministères sont confrontés à plusieurs problèmes, une réforme sérieuse et bien étudiée est attendue par plus d'un.

C'est un responsable au sein du ministère de l'Éducation qui s'est prononcé aujourd'hui, lors d'une émission télévisée, sur l'avenir du Bac. Cet examen ultime, qui décide qui passera à l'université et qui va refaire sa dernière année de lycée, risque désormais de perdre de son aura, soutient le même intervenant.

En effet, selon l'inspecteur principal, Belaouar Boualam, le ministère de l'Éducation nationale étudie la possibilité de rendre les admissions à l'université dépendantes non seulement de la moyenne du Bac, mais aussi de celle de la dernière année scolaire. La moyenne de passage à l'université pourra donc être acquise par des élèves n'ayant pas pu décrocher leurs examens de baccalauréat,

mais qui ont pu avoir une bonne moyenne tout le long de leur dernière année scolaire. Le responsable ajoute que les services du ministère de l'Éducation nationale ont déjà entamé des ateliers de formation pour les enseignants en charge d'élaborer les sujets de l'examen du Bac de cette année. M. Bellaouar a notamment souligné l'importance du fait que les questions des sujets du Bac soient claires et dénuées de toute ambiguïté.

Depuis quelques années déjà, l'image du Bac ne cesse de prendre coup après coup. Il s'agit d'une véritable dégringolade d'un diplôme central dans le cursus de chaque étudiant.

Outre les campagnes de triche, où sont souvent impliquées des personnes du secteur même, et que les coupures d'Internet n'ont pas su endiguer, le Bac en Algérie est fustigé pour plusieurs autres raisons. Cet examen ne serait pas pour rien dans la dégradation du niveau des universités algériennes, estiment certains, qui crient à l'urgence de la réforme des deux secteurs de l'Éducation nationale et de l'Enseignement supérieur.

C. A.

## ALGÉRIE - ESPAGNE Reprise de la traversée Mostaganem vers Valencia

La reprise des traversées maritimes, notamment vers l'Espagne et la France, représente une bonne nouvelle pour les voyageurs et la diaspora algérienne dans les deux pays. Une nouvelle traversée reprend du service : il s'agit de la traversée Mostaganem - Valencia.

Ce dimanche, la traversée reliant le port de Mostaganem au port de Valence a enfin repris du service après 20 longs mois d'inactivité.

Le directeur chargé des transports de la wilaya, Riad Boumediene, a affirmé que le navire Baleària de l'entreprise espagnole de transport maritime est arrivée au port de Mostaganem à 8h du matin, avec 349 voyageurs à bord et 148 véhicules. Selon les déclarations du même responsable, cette traversée transportera en aller-retour les voyageurs une fois par semaine. Malgré la décreue considérable ayant permis aux autorités algériennes de donner le feu vert aux traversées maritimes, le protocole sanitaire est toujours maintenu à l'instar de l'obligation du port du masque, le test PCR négatif ou encore le test antigénique obligatoire à l'arrivée.

Cela entre dans le cadre de la prévention contre le Covid-19 qui refait surface dans plusieurs pays au quatre coins du monde, raison pour laquelle les autorités rappellent et soulignent ces mesures préventives.

R. N.

RISQUE D'EFFONDREMENT D'UN IMMEUBLE À BIR-MOURAD-RAÏS

# Les autorités attendent un diagnostic

Comme à chaque début de saison hivernale, les premières précipitations mettent à nu les conséquences de la politique du bricolage à tous les niveaux.

PAR RAHIMA RAHMOUNI

L'exemple le plus parlant, c'est l'immeuble de Bir-Mourad-Raïs à Alger. Sa construction soulève moult interrogations.

Intervenant hier sur les ondes de la Radio nationale, le président du Club algérien des risques majeurs Abdelkrim Chelghoum dénonce le non-respect de la loi 04-20 relative à la prévention des risques majeurs et à la gestion des catastrophes dans le cadre du développement durable.

D'ailleurs, il estime que "si cette loi n'est pas appliquée de façon draconienne, l'Algérie va connaître des catastrophes qu'elle ne pourra pas gérer".

À ce propos, il met l'accent sur une gestion qui devra être entamée au niveau local avant d'arriver au sommet de la pyramide de la gouvernance. En effet, il affirme que "la mairie représente la colonne vertébrale dans l'organisation de toute prévention contre les risques majeurs, comme stipulé dans la loi 04-20. Or, ce que nous vivons aujourd'hui en Algérie, ce sont les conséquences des défaillances, des carences majeures et de l'impréparation des mairies dans la gestion des risques sur leur territoire". Pourtant, les dernières précipitations, "qui ont paralysé 57 communes de la capitale", n'ont pas été assez diluviennes pour engendrer de tels incidents. Dans ce sens, l'invité de la Radio souligne que "les pluies saisonnières qui étaient certes fortes (environ 400 mm de précipitations en une semaine) n'étaient pas diluviennes". La loi 04-20 a été élaborée juste après le séisme de Boumerdès où des milliers de sites dans cette zone sinistrée ont été expertisés. Les conclusions ont montré que la cause de 80% des effondrements était le mauvais choix des sols. Or cette loi n'est pas du tout appliquée. Au niveau de la capitale, à titre d'exemple, l'incident le plus relayé et le plus grave n'est autre que celui de l'immeuble de plus de dix étages, en cours de



construction en bord de falaise à Bir-Mourad-Raïs et qui menace de s'effondrer depuis les dernières pluies. À ce propos, Abdelkrim Chelghoum s'est étonné du fait que le promoteur soit en possession de tous les documents légaux lui permettant de construire sur ce terrain. Plus loin, il explique que "si l'on se réfère à la loi 04-20, ce promoteur n'aurait pas dû obtenir de permis de construire".

Le danger que représente cette promotion immobilière est clairement apparent. De par sa longue expérience dans ce domaine, ce spécialiste s'attend à son effondrement imminent. "Depuis 40 ans que je calcule les ouvrages et que je simule les sols, je peux vous dire que ce bâtiment ne peut pas tenir", a-t-il précisé.

Comme seule solution de son point de vue, l'invité de la Radio propose de "procéder au plus vite à son démantèlement technique de façon à ne pas toucher le voisinage". D'ailleurs, il affirme que la loi 04-20, parue en 2004, n'a pas été appliquée, car "il lui manque encore une trentaine de textes d'application que nous avons proposés et qui sont restés lettre morte".

le délégué national aux risques majeurs au ministère de l'Intérieur, Hamid Afra souligne le danger que représente cette construction.

En plus de la forte saturation du sol, explique-t-il, "tous les facteurs aggravants sont réunis pour déclencher un glissement de terrain".

Le responsable explique, cependant, que seuls les résultats de l'expertise définiront la démarche à suivre. L'expertise de la

bâtisse de Bir-Mourad-Raïs, selon lui, "va déterminer le degré de vulnérabilité de ces constructions, pour décider soit de leur évacuation immédiate, soit de leur démolition, ou de leur renforcement".

## Les assurances des autorités

Selon le directeur des travaux publics de la wilaya d'Alger, Abderrahmane Rahmani, a voulu se montrer rassurant sur le risque d'effondrement de cet immeuble. "La falaise est loin de la route. Il n'y a pas vraiment un risque imminent. Nous attendons les solutions techniques qui seront dégagées par une équipe spécialisée après le diagnostic qui est en cours d'établissement". En attendant le verdict de l'expertise, les riverains appréhendant le retour annoncé des pluies et ses probables répercussions sur cette falaise déstabilisée. Pour rappel, dans la soirée du 16 novembre, un effondrement rocheux d'une falaise a eu lieu au niveau de la station de transport des voyageurs de Bir-Mourad Raïs.

Cette falaise est surmontée d'une construction en cours de réalisation, de sept étages en surface et de quatre à cinq étages en sous-sol. Suite à cet incident, les services de la wilaya d'Alger ont procédé à la fermeture provisoire de la station de transports de voyageurs de Bir-Mourad-Raïs, par souci de protéger les citoyens.

L'arrêt des bus a été transféré à la rue adjacente avec interdiction aux autres véhicules d'emprunter cette voie et la mise en double sens de la route parallèle menant vers l'avenue Mohamedi.

R. R.

## 4<sup>e</sup> VAGUE DU COVID-19

# Les prédictions du professeur Sanhadji

PAR ROSA CHAOUI

Les cas de contamination au Covid-19 repartent à la hausse, suscitant ainsi les inquiétudes des spécialistes et des responsables du secteur de la santé. "Une quatrième vague serait déjà dans sa première étape en Algérie, la flambée ne serait donc pas loin", estiment plusieurs experts.

Le professeur Sanhadji, président de l'Agence nationale de sécurité sanitaire, est parmi les spécialistes qui mettent en garde contre une nouvelle vague depuis plusieurs semaines.

Selon ce spécialiste, la nouvelle vague est désormais parmi nous, bien qu'elle soit encore à ses commencements.

Intervenant sur les ondes de la Radio nationale, le professeur Sanhadji a affirmé que "cette flambée prochaine risque de faire

rentrer l'Algérie dans un nouveau confinement sanitaire". Pour cet expert, plusieurs mesures pourraient cependant voir le jour, et ce, afin d'aider le pays à sortir de cette prochaine vague avec le moins de dégâts.

## Vers l'instauration du pass sanitaire

Toujours lors de la même émission radio-phonique, le professeur Sanhadji a clairement affiché des prédictions pessimistes. Il a notamment confié que le non-respect des mesures barrières par les citoyens, ainsi que leur refus d'aller se faire vacciner va, sans aucun doute, influencer grandement la courbe ascendante des contaminations au coronavirus en Algérie.

"Pour éviter la catastrophe", toujours selon le même intervenant, "le choix du retour au confinement n'est pas du tout à écarter, et

reste très probable. Cette décision est toute-fois entre les mains des hautes autorités de l'État", ajoute-t-il.

Le professeur Sanhadji a également insisté sur la vaccination, seule porte de sortie de la pandémie qui s'offre à nous.

Le professeur a notamment invité les citoyens à aller se faire vacciner tout en indiquant que l'instauration des pass sanitaires pour accéder aux lieux publics n'est pas écartée.

L'instauration des pass sanitaires est une mesure qui a refait surface ces derniers jours après que la réticence aux vaccins est devenue la norme au sein des Algériens. Selon le professeur Nibouche, il ne faut plus "s'attendre à ce que les Algériens aillent se faire vacciner volontairement", il ajoute qu'il faut "changer de stratégie".

R. C.

## TEST ANTIGÉNIQUE Vers sa réalisation au niveau des officines

Le Syndicat national des pharmaciens d'officines (Snapo) annonce dans un communiqué que des discussions ont été tenues avec le ministre de la Santé pour autoriser les pharmaciens d'officine à réaliser les tests antigéniques rapides pour le dépistage du Covid. "Dans pratiquement la majorité des pays, le pharmacien a été mis à contribution dans le dispositif installé pour la lutte ou la prévention contre le coronavirus. Le renforcement du système de dépistage contre le Covid passe inévitablement par la mise en place de ce test au niveau des officines car ce dépistage en officine peut réellement participer à freiner la propagation du virus et à sauver des vies humaines", indique un communiqué du Snapo.

Pour rappel, les pharmaciens d'officine sont également autorisés à faire la vaccination contre la grippe saisonnière. Le Snapo précise qu'un accord de principe officiel a été exprimé par le ministre de la Santé. "Le ministère va organiser dans les jours qui viennent une troisième session de formation qualifiante. Les deux vaccins anti-Covid et anti-grippe saisonnière peuvent être administrés simultanément mais dans deux bras différents", précise le Snapo.

Cette année, au moins 2 millions de doses de vaccins anti-grippe saisonnière ont été importés par l'Institut Pasteur d'Algérie, dont au moins 800.000 réservés aux pharmaciens d'officine.

## DEUX ÉLÈVES ONT CONTRACTÉ LE VIRUS Fermeture préventive d'un lycée à Tizi-Ouzou

Le lycée Sahoui-Aldjia de Azazga, à l'est de Tizi-Ouzou a été fermé pour une dizaine de jours "par mesure préventive suite à la découverte de cas de contamination au coronavirus", a annoncé un communiqué de cet établissement scolaire.

La décision de fermeture de cet établissement scolaire a été prise vendredi dernier par la commission de santé de la wilaya de Tizi-Ouzou, la direction de l'Éducation et les autorités locales de Azazga.

Contacté par l'APS, le directeur local de l'Éducation, Ahmed Lalaoui a souligné que "cette mesure préventive a été prise sur instruction de la commission sanitaire de la wilaya après découverte de deux élèves ayant contracté le virus en dehors du milieu scolaire". M. Lalaoui a, à ce propos, appelé les parents d'élève à "signaler tout symptôme de maladie constaté chez leur enfants dans l'intérêt de tous", rappelant que "la pandémie n'est pas encore entièrement éradiquée". Rappelant la mise en place d'un dispositif préventif dès la rentrée scolaire, M. Lalaoui a indiqué que, suite à la découverte des cas de contamination au coronavirus "une instruction a été adressée à l'ensemble des établissements scolaires pour respecter rigoureusement ce dispositif".

R. N.

REPUBLIQUE ALGERIENNE DEMOCRATIQUE ET POPULAIRE  
MINISTRE DES TRAVAUX PUBLICS  
DIRECTION DES TRAVAUX PUBLICS DE LA WILAYA D'ILLIZI  
NIF : 099033019000632

### Avis d'annulation d'attribution provisoire du consultation n°: 10/2021

Conformément l'article 73 du décret présidentiel n°15-247 du 16/09/2015 portant réglementation des marchés publics et des délégations de service public, La direction des travaux publics de la wilaya d'illizi informe l'ensemble des soumissionnaires l'annulation de l'attribution provisoire du consultation n°: 10/2021 lance dans le quotidiens (اليوم) et (Midi Libre) en date du 22/07/2021

#### **Projet : TRAVAUX DE VIABILISATION ET MISE A NIVEAU DE LA ZONE D'EXPANSION TOURISTIQUE A DJANET**

**Lot N° 02 : Ouvertures des pistes d'accès aménagé de manière sommaire sur 2300 ML, terrassements simplifiés**

Midi Libre n° 4387 - Lundi 22 novembre 2021 - Anep 2116 020 400

**MIDI**  
SOCIÉTÉ ALGÉRIENNE D'INFORMATION - 2019



L'INFO, RIEN QUE L'INFO

**MIDI**  
SOCIÉTÉ ALGÉRIENNE D'INFORMATION - 2019



L'INFO, RIEN QUE L'INFO

### République Algérienne Démocratique Et Populaire

*Ministère De L'agriculture  
Et Du Développement Rural  
Direction des Services Agricoles  
Wilaya de 'El-Oued*

### Mise en demeure N° 01

L'entreprise AMMOURI Fateh-TEKSEBT- El-oued, détentrice du marché N° 80/2019 du 08/05/2019 et visa N°80/2019 du 08/05/2019 et l'ordre de service N° 51 du 09/06/2019 relatif à la réalisation de pistes agricoles sur 80 km communes de Guemar, Ouermes, Taghzout, lot N° 05. Et vu les correspondances N° 2483 en date du 01/08/2019, 3822 le 09/12/2019 et 1340 en date du 09/06/2020 a fin de réceptionner les travaux dans les 72 h à compter de la parution du présent mise en demeure dans les quotidiens nationaux.

Faute de quoi les mesures coercitives prévues par la réglementation en vigueur et notamment les clauses du marché allant jusqu' à la résiliation du marché aux torts exclusifs de l'Entreprise.

Midi Libre n° 4387 - Lundi 22 novembre 2021 - Anep 2130 001 647

ACCENTUATION DU PROCESSUS INFLATIONNISTE ZN ALGÉRIE

# Quel système de protection pour assurer le développement, la sécurité et la paix sociale ?

*Au moment où le gouvernement se propose d'instaurer des subventions ciblées, de concilier l'efficacité économique et la nécessaire cohésion sociale, cette présente analyse tient compte des importants travaux de Denis Kessler sur l'avenir de la protection sociale.*



RÔLE DE LA FEMME DANS LE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE

## Une rencontre à Alger pour disséquer le climat d'affaires et les réformes

COMMENT MAÎTRISER LA SPHÈRE INFORMELLE ?

# Politique des subventions ciblées

*Au moment où le Premier ministre, lors du débat à l'APN concernant le PLF 2022, annonce que l'objectif du gouvernement est de cibler les subventions supposant une large concertation sociale et un système d'information fiable en temps réel de la répartition du revenu national et du modèle de consommation, pour déterminer les couches défavorisées, tout en ne pénalisant pas les couches moyennes par un nivellement par le bas, cette présente contribution est une brève synthèse, d'une brûlante actualité, d'un rapport remis à l'ancien gouvernement le 14 septembre 2012.*

PAR \*Dr ABDERRAHMANE MEBTOUL

L'État algérien subventionne un grand nombre de produits de première nécessité, comme les céréales, l'eau et le lait, l'électricité et le carburant. En Algérie, depuis celui qui touche le SNMG au chef d'entreprise algérien ou étranger, bénéficient des prix subventionnés, puisque n'existant pas de système ciblé de subventions. Dans plusieurs rapports entre 2010-2017, la Banque mondiale fait remarquer qu'en moyenne dans le monde, 20 % des plus riches bénéficient 6 fois plus que 20 % des plus pauvres des subventions, recommandant que les programmes d'aide sociale doivent être ciblés de manière à aider les ménages pauvres et vulnérables. À cela s'ajoutent les assainissements répétés des entreprises publiques et les réévaluations montrant la non-maîtrise de la gestion des projets où selon les données officielles du Premier ministre (source APS), l'assainissement du secteur public marchand durant les 25 dernières années a coûté au Trésor l'équivalent de 250 milliards de dollars et le coût des réévaluations entre 2005-2020, 8.900 milliards de dinars, environ 66 milliards de dollars dont plus de 80 % sont revenus à la case départ. Nous avons les exonérations fiscales et de TVA accordées par les différents organismes d'investissement (Andi, Ansej), y compris pour les entreprises étrangères, dont il conviendrait de quantifier les résultats par rapport à ces avantages (exportation et création de valeur ajoutée interne). Pour le pouvoir algérien ne voulant pas de remous sociaux jusqu'à l'élection présidentielle d'avril 2019, les subventions seront encore un tampon pour juguler la hausse des prix internationaux, avec ce retour à l'inflation car en dehors des subventions, le taux d'inflation réel



dépasserait largement 10 %. Ainsi, les différentes lois de finances depuis de longues années proposent des mesures qui ont pour finalité de pérenniser la politique de l'État en matière de subventions. Or, comme je l'ai analysé dans plusieurs contributions nationales et internationales, le montant des subventions et des transferts sociaux a eu un impact peu perceptible au niveau de la population.

## Large concertation

Ainsi, se pose le problème de l'efficacité de toutes ces subventions sur le producteur local et sur le consommateur final. La mise en place de subventions ciblées suppose à la fois une large concertation sociale loin de la pression des couches rentières et un système d'information fiable en temps réel mettant en relief la répartition du revenu national et du modèle de consommation par couches sociales. Les subventions généralisées faussent l'allocation rationnelle des ressources rares et ne permettent pas d'avoir une transparence des comptes, fausse les normes de gestion élémentaires. Les prévisions, tant au niveau micro que macroéconomique, aboutissent au niveau des agrégats globaux (PIB, revenu national) à une cacophonie additionnant des prix du marché et des prix administrés. Ils découragent la production locale avec un gaspillage croissant des ressources financières du pays. Pour les prévisions 2022, les subventions implicites, constituées, notamment de subventions aux produits énergétiques et des subventions de nature fiscale, représentent environ 80 % du total des subventions et les subventions explicites représentent un cinquième du total des subventions, étant dominées par le soutien aux prix des produits alimentaires et au logement.

Il est prévu 1.942 milliards de dinars soit 19,7 % du budget de l'État contre 24 % en 2021 et 8,4 % du PIB dont les aides aux ménages pour 567,7 milliards de dinars, 315,5 de soutien aux produits de base, 105,3 pour l'électricité/gaz/eau ; 131,7 de soutien à l'Édu-

cation, 332,5 pour le soutien aux pensions, 361,1 pour la santé, 247 pour l'habitat, 196 pour l'aide aux moudjahidines et 207,6 pour les catégories les défavorisées où en plus il est prévu d'alimenter les caisses de retraite en retenant 3 % de la taxe pétrolière, ce qui donne environ 63 milliards de dinars. Il est utile de préciser que le déficit des caisses de retraite devrait atteindre 690 milliards de dinars en 2021, le nombre de retraités dépassant les 3,3 millions, la CNR enregistrant un taux de cotisation de sécurité sociale, estimé à 2,2 travailleurs pour chaque retraité et pour un équilibre, le taux de cotisation devrait atteindre 5 travailleurs pour 1 retraité. Comme subventions indirectes, le PLF 2022 prévoit que les traitements, indemnités, émoluments, salaires, pensions et rentes viagères, bénéficieront d'un abattement proportionnel sur l'IRG à 40 % qui ne peut être inférieur à 12.000 dinars/an ou supérieur à 18.000 dinars/an (soit entre 1.000 et 1.500 dinars/mois). Le projet souligne également que les revenus qui n'excèdent pas 30.000 dinars bénéficient d'une exonération totale de l'IRG, tandis que les revenus supérieurs à 30.000 et inférieurs à 35.000 dinars bénéficient d'un deuxième abattement supplémentaire. Les revenus supérieurs à 30.000 et inférieurs à 42.500 dinars des travailleurs handicapés moteurs, mentaux, non-voyants ou sourds-muets. Il est aussi proposé de faire bénéficier les cessions de logements collectifs constituant l'unique propriété et l'habitation principale, d'une réduction d'impôt de 50 %.

## Les paradoxes d'un système

Quelles sont les conditions de l'efficacité de la politique de subventions ciblées et comment reconnaître une personne qui travaille dans la sphère informelle n'étant pas répertoriée dans les statistiques officielles et ayant un revenu ? Depuis quelque temps, avec une inflation rarement égalée entre 50/100 % pour les produits non subventionnés, comme en Égypte, on

assiste pour certaines catégories qui connaissent une détérioration de leur pouvoir d'achat, dont des enseignants et d'autres travaillant dans la sphère réelle, pour subvenir à leurs besoins, font du travail au noir après leurs heures de travail. Paradoxe, on a pu assister à des enfants de parents riches bénéficier des allocations décidées par l'État pour les jeunes chômeurs car non répertoriés. L'action louable au profit des zones d'ombre serait un épiphénomène face à la détérioration du pouvoir d'achat de la majorité de la société. Or, le système algérien de protection sociale, les modalités des transferts sont tellement complexes que plus personne ne sait qui paye et qui reçoit. On ne connaît pas le circuit des redistributions, notamment les redistributions entre classes d'âge, les redistributions entre générations et encore moins bien les redistributions entre niveaux de revenus ou de patrimoine. Or, le principe de justice exige que l'on réponde correctement à ces questions. Cela demande d'avoir un système d'information crédible en temps réel et de repenser les mécanismes de transferts et de redistribution afin de les faire reposer sur des critères objectifs, parfaitement transparents au niveau de la branche ou au niveau national, et ce qui relève de l'État et des autres collectivités publiques et posant l'urgence de comprendre l'essence de la sphère informelle qui permet des consolidations de revenus. La sphère informelle intimement liée à la logique rentière, servant à court terme de tampon social, contrôle des pans entiers de l'économie, utilise des billets de banques au lieu de la monnaie scripturale (chèques) ou électronique entre 6.000 et 10.000 milliards de dinars selon le président de la République. La politique de subventions ciblées est difficilement réalisable sans un système d'information fiable en temps réel, mettant en relief la répartition du revenu national par couches sociales et par répartition régionale : combien sont-ils à percevoir moins de 20.000 DA par mois net ? Combien sont-ils à toucher entre 20.000 et 50.000 DA ? Combien sont-

ils à être payés entre 50.000 et 100.000 DA ? Il faut avoir des réponses précises à ce genre de questions. La dominance de la sphère informelle, dont l'essence renvoie au mode de gouvernance, entretient des liens dialectiques avec les malversations, expliquant que des mesures bureaucratiques ont peu d'effets pour son intégration.

## Concentration excessive de revenus

Que nos responsables visitent les sites où fleurit l'informel de l'Est à l'Ouest, du Nord au Sud et ils verront que l'on peut lever des milliards de centimes à des taux d'usure, mais avec des hypothèques, car il existe une intermédiation financière informelle. Les mesures autoritaires bureaucratiques produisent l'effet inverse et lorsqu'un gouvernement agit administrativement et loin des mécanismes transparents et de la concertation sociale, la société enfante ses propres règles pour fonctionner, qui ont valeur de droit puisque reposant sur un contrat entre les citoyens, s'éloignant ainsi des règles que le pouvoir veut imposer. Face à la concentration excessive du revenu national au profit d'une minorité rentière, renforçant le sentiment d'une profonde injustice sociale, l'austérité n'étant pas partagée, la majorité des Algériens veut tout et immédiatement sa part de rente, donc être subventionnée, reflet du divorce État/citoyens, qu'il faut conduire l'Algérie au suicide collectif. Du fait de la forte consommation intérieure, il sera difficile d'assurer le niveau des exportations actuelles des hydrocarbures traditionnelles à l'horizon 2030 au moment où la population algérienne sera d'environ 50 millions d'habitants, ne pouvant donc plus assurer l'actuelle protection sociale en cas de non dynamisation des sections hors hydrocarbures.

## Conclusion

En résumé, toute protection sociale durable, existant des droits, mais également des devoirs, passera par l'élévation de la production et de la productivité. À l'avenir, le patriotisme de tout Algérien se mesurera par sa contribution à la valeur ajoutée nationale. Dans ce cadre, les plus hautes autorités du pays reconnaissent que le système d'information est à revoir, ne permettant pas des actions et prévisions fiables, le dossier des subventions étant un sujet très sensible, à des incidences économiques, sociales, politiques et sécuritaires. Face aux tensions budgétaires, sociales internes et géostratégiques au niveau de la région, les lois économiques étant insensibles aux slogans politiques, attention aux promesses utopiques de versement de salaires sans contreparties productives et des mesures hâtives populistes qui risquent de mettre en péril la sécurité nationale !

A. M.

F ACCENTUATION DU PROCESSUS INFLATIONNISTE EN ALGÉRIE

# Quel système de protection pour assurer le développement, la sécurité et la paix sociale ?

*Au moment où le gouvernement se propose d'instaurer des subventions ciblées, de concilier l'efficacité économique et la nécessaire cohésion sociale, cette présente analyse tient compte des importants travaux de Denis Kessler sur l'avenir de la protection sociale.*

PAR Dr \*ABDERRAHMANE MEBTOUL

L'Algérie ayant peu attiré l'investissement étranger du fait d'entraves bureaucratiques avec une baisse de 21,3 % estimée à 1,073 milliard de dollars en 2020, contre 1,364 milliard de dollars en 2019, le taux de croissance a été négatif de 5/6 % en 2020, le FMI prévoyant 3,4 % pour 2021, toujours tiré par la dépense publique via les hydrocarbures, taux faible rapporté à l'année précédente, alors qu'il faut un taux de 8/9 % sur plusieurs années pour absorber un flux de 350.000/400.000/an qui s'ajoute au taux de chômage actuel. Car la pression démographique est forte, avec 44,7 millions d'habitants au 1<sup>er</sup> janvier 2021, et une population active d'environ 13 millions (selon l'ONS étant estimée à 12.730.000 fin 2019) avec un taux de chômage incluant la sphère informelle et les emplois rente, qui devrait atteindre, selon le FMI, 14,5 % en 2021 et 14,9 % en 2022, contre 14,2 % en 2020, ce taux dépassant les 30 % pour les catégories 20/30 ans et paradoxalement les diplômés.

**1.1- Nous avons** une sphère informelle non soumise aux cotisations, n'étant pas affiliée à la Caisse de sécurité sociale et contrôlant une masse monétaire hors-banques, selon les informations données par le président de la République lors de sa conférence de presse, du fait de l'effritement du système d'information, entre 6.000 et 10.000 milliards de dinars 35-40 % entre 46,15 et 76,90 milliards de dollars pour un PIB en nette diminution en 2020 de 160 milliards de dollars et selon le FMI 153 milliards de dollars pour 2021. Le marché du travail est alimenté par la dépense publique via la rente avec les emplois dominants dans les administrations, les effectifs de la Fonction publique s'élevant au 1<sup>er</sup> janvier 2020 à 2.160.836 fonctionnaires et agents contractuels, certaines estimations donnant 2,5 millions fin 2020.



Les résultats de l'enquête de l'ONS fin 2019 font ressortir que 16,8 % de la main-d'œuvre totale exerce dans le secteur du BTP, 16,1 % dans l'administration publique hors secteur sanitaire, 15,7 % dans le commerce, 14,9 % dans la santé et l'action sociale et 11,5 % dans le secteur des industries manufacturières. Le secteur privé absorbe 62,2 % de l'emploi total, mais selon l'OCDE avec une productivité les plus faibles au niveau de la région Mena, deux fois plus de dépenses monétaires pour avoir deux fois moins d'impacts.

**2.2- Le système algérien** de protection sociale, les modalités des transferts sont tellement complexes que plus personne ne sait qui paye et qui reçoit. Certes, les redistributions sont nécessaires, résultant d'ailleurs intrinsèquement d'une gestion collective des risques et contribuant, grâce à la solidarité collective, à l'efficacité de tout système économique. Mais ce n'est pas parce qu'elles sont nécessaires qu'elles ne doivent pas être maîtrisées. On ne connaît pas le circuit des redistributions, notamment les redistributions entre classes d'âge, les redistributions entre générations et encore moins bien les redistributions entre niveaux de revenus ou de patrimoine.

Or, le principe de justice exige que l'on réponde correctement à ces questions. Cela demande d'avoir un système d'information crédible en temps réel et de repenser les mécanismes de transferts et de redistribution afin de les faire reposer sur des critères objectifs, parfaitement transparents au niveau de la branche ou au niveau national, et ce qui relève de l'État et des autres collectivités publiques. Du point de vue des cotisations des caisses de retraite dont le nombre dépasse les 3,3 millions fin 2020,

nous avons le système dominant, celui de la répartition et celui de la capitalisation. Dans le système par répartition, les cotisations actuelles des salariés servent à financer les pensions des citoyens qui sont à la retraite à ce moment et dans le système par capitalisation, les salariés épargnent pour financer leur propre retraite le moment venu. En Algérie, le système unique est celui de la répartition avec deux caisses de retraites, celles des hauts cadres de l'État où une personne nommée par décret jouit d'une retraite à 100 % et celle de la majorité qui jouit d'une retraite à 80 %. Ainsi un secrétaire général d'APC nommé par décret ou un sous-directeur de ministère jouit d'une retraite à 100 % et un professeur d'université ayant cotisé plus de 30 années à 80 %. Le déficit financier de la Caisse nationale des retraites (CNR) pourrait atteindre 690 milliards de dinars en 2021, le CNR enregistrant un taux de cotisation de sécurité sociale, estimé à 2,2 travailleurs pour chaque retraité et pour un équilibre, le taux de cotisation devrait atteindre 5 travailleurs pour 1 retraité où selon la BAD, calculés en pourcentage de la main-d'œuvre ne cotisant pas à la Sécurité sociale, le taux d'informalité est évalué à 63,3 % en Algérie.

**3.3- Les tensions sociales** sont atténuées artificiellement grâce aux recettes des hydrocarbures qui permettent des subventions et transferts sociaux. Le PLF 2022 prévoit 1.942 milliards de dinars soit 19,7 % du budget de l'État contre 24 % en 2021 et 8,4 % du PIB. Or, les subventions sont généralisées sans ciblage et mal gérées, source de fuite hors des frontières, du fait également des distorsions du taux de change avec les pays voisins, étant source de gaspillage et

d'injustice sociale : celui qui perçoit 30.000 dinars/mois bénéficiant les mêmes subventions que celui dont le revenu dépasse 200.000 dinars par mois et plus. L'action louable au profit des zones d'ombre serait un épiphénomène face à la détérioration du pouvoir d'achat de la majorité de la société civile informelle silencieuse, la plus nombreuse, atomisée, non encadrée qui risque de basculer dans l'extrémisme, face à des discours de responsables déconnectés de la réalité, des partis politiques et une société civile officielle souvent vivante de la rente, inefficace comme intermédiation sociale et politique. En résumé, face aux tensions budgétaires et géostratégiques au niveau de la région, la solidarité nationale permet d'atténuer le coût de la protection sociale. Pour cela, il faut mettre fin aux anciens comportements par une moralité sans faille et atténuer le processus inflationniste facteur de déstabilisation, ne régulant pas le marché par des mesures administratives bureaucratiques, les lois économiques étant insensibles aux slogans politiques, si l'on veut réaliser un front national, conditionné par le retour à la confiance des citoyens. Attention à des déclarations et mesures hâtives de versements de salaires sans contreparties productives, de versements d'allocation chômage à ceux qui perçoivent déjà des revenus dans la sphère informelle non répertoriés par les statistiques, qui conduiraient à de vives tensions sociales. La sécurité nationale étant posée, s'impose une nouvelle gouvernance, loin des promesses populistes et louanges de certains, en contrepartie d'une rente.

A. M., \*expert international professeur des universités

RÔLE DE LA FEMME DANS LE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE

# rencontre à Alger pour disséquer le climat d'affaires et les réformes

Une rencontre sur le rôle de la femme dans le développement économique vise à répertorier les préoccupations majeures et les difficultés rencontrées par les femmes entrepreneures et managers dans la gestion de leurs projets.

L'apport important des petites et moyennes entreprises et des TPE est primordial pour la stratégie nationale de création de richesses et d'emplois, sachant que les entreprises familiales sont considérées comme un vecteur non négligeable de croissance économique dans les pays avancés.

Un débat approfondi sur le rôle de la femme algérienne dans le développement de l'économie nationale, afin de lever les disparités entre le discours et la réalité, est attendu les 11 et 12 décembre prochain à Alger, à l'occasion de la 1<sup>re</sup> édition du Forum international de la femme qu'organise la Confédération générale des entreprises algériennes (CGEA).

3.500 participants, 500 très petites entreprises (TPE) et 350 sociétés VIPS, sont attendus pour ce forum, qui se tiendra au Centre international des conférences (CIC) Abdelatif-Rahal, sous le haut patronage du président de la République, Abdelmadjid Tebboune.

Au cours des deux jours du forum, les échanges, organisés en sept panels, porteront sur des thématiques aussi riches que variées.

Il s'agira de "Femme et gouvernance : la femme dans la société algérienne et sa présence sur l'échiquier de décision politique et économique", "Femme et éducation, formation et employabilité :



la femme dans la création de pôles d'excellence et de passerelles entre l'université et le monde du travail", "Femme et climat des affaires : de la réforme financière à la créativité dans l'offre pour encourager l'investissement féminin", "Femmes et diversification de l'économie : la femme dans les encouragements vers le développement local et le développement durable", "Femme et économie verte : la femme, acteur principal dans le succès de la transition vers l'économie verte", "Femmes et le numérique : la femme, facteur important dans la promotion de l'attractivité des métiers du numérique auprès des femmes" et "Femmes et culture".

L'objectif de la rencontre vise, notamment, à travers un échange autour de la problématique de l'implication de la femme et de son apport au développement économique et social, à "revisiter le chemin parcouru dans le processus d'émancipation de la femme algérienne et de situer la place et le rôle joué par les femmes dans l'histoire contempo-

raïne de l'Algérie", indiquent les organisateurs sur le site internet consacré à la rencontre.

## Lever les pesanteurs socioculturelles limitant les efforts de la femme

Cette introspection devra permettre, selon le texte de présentation du forum, de "situer la nature des contraintes, des causes et des forces contraires qui ont freiné l'avancée de la femme algérienne dans sa marche vers une plus grande implication dans le développement et l'émergence économiques du pays et vers plus d'égalité dans les rapports sociaux homme-femme".

Il s'agira aussi de "formuler des propositions concrètes visant à lever les disparités entre le discours et la réalité, entre les lois émancipatrices et les pesanteurs sociétales, et de situer les insuffisances de l'approche juridique dans le traitement des déséquilibres sociaux", et de "mettre en exergue les

étapes franchies par la femme algérienne et les prouesses réalisées dans tous les secteurs d'activités, aussi bien en Algérie qu'à l'étranger". Il est attendu de ce forum, d'"identifier les pesanteurs socioculturelles et sociologiques limitant les efforts de la femme dans le processus du développement socio-économique du pays et proposer les actions visant à les lever, de proposer les mesures allant dans le sens de la levée des contraintes objectives relevées et proposer les voies d'action (politiques, juridiques, sociétales) permettant une plus grande implication de la femme algérienne aussi bien dans la gouvernance politique qu'économique". Il est attendu aussi de la rencontre de "se prononcer sur la pertinence de la politique des quotas dans l'implication des secteurs chargés de la mise en œuvre des solutions préconisées étalées sur un calendrier défini, de proposer la mise en place d'un cadre de suivi de la mise en œuvre des mesures et des actions proposées, de proposer les amendements nécessaires aux lois du travail en vue de garantir un réel égal accès à l'emploi et aux postes de responsabilité pour les femmes et les hommes".

R. E.

FORUM DES PAYS EXPORTATEURS DE GAZ

## Investir davantage dans le gaz naturel

Le Forum des pays exportateurs de gaz (GECF) a souligné, à l'issue de sa 23<sup>e</sup> réunion ministérielle, la nécessité d'investir davantage dans le gaz naturel afin d'atteindre l'égalité énergétique pour toutes les parties du monde.

Selon le communiqué final, qui a sanctionné les travaux de cette réunion à laquelle a pris part le ministre de l'Énergie et des Mines, Mohamed Arkab, les pays membres du Forum ont relevé que "la pénurie de gaz démontre la nécessité d'investir davantage dans le gaz naturel comme un marché abondant et bon, source d'énergie flexible pour atteindre l'égalité énergétique pour toutes les parties du monde de manière durable".

Présidée par le ministre des Hydrocarbures et des Énergies de Bolivie, Franklin Molina Ortiz, la 23<sup>e</sup> réunion ministérielle, organisée par visioconférence, a noté aussi l'importance des efforts communs des pays du GECF dans le domaine du développement du gaz naturel et de la stabilisation du marché de l'Énergie, dans le contexte

d'une hausse sans précédent des prix du gaz. Les ministres ont salué également l'intérêt accru pour le gaz naturel lors de la COP26, qui s'est récemment terminée, où plusieurs dirigeants mondiaux ont soutenu le gaz comme étant "le signe avant-gardiste du développement économique et durable".

En tant qu'observateur de la Convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques (CCNUCC), le Forum avait exhorté la communauté internationale à Glasgow à considérer le gaz comme la solution pour atteindre le juste équilibre entre les exigences économiques et sociales post-Covid et contraintes environnementales. Tout en notant que les prix élevés du gaz ne sont pas dans l'intérêt des acheteurs ou des vendeurs, les ministres ont réitéré "le rôle fondamental des contrats gaziers à long terme et de la tarification du gaz basée sur l'indexation du pétrole pour garantir des investissements stables dans le développement des ressources en gaz naturel".

Malgré les récents bouleversements connus sur les marchés de l'Énergie, les pays membres du Forum restent "optimistes" sur les perspectives immédiates et à long terme du gaz naturel, qui sera le premier combustible fossile dans le monde d'ici à 2050 et devra augmenter sa part de 23 % actuellement à 27 %.

Lors de cette 23<sup>e</sup> réunion, les ministres ont reçu un aperçu de l'édition 2021 de la publication phare du GECF, "Global Gas Outlook 2050", qui sera dévoilée en marge du 6<sup>e</sup> sommet des chefs d'État et de gouvernement du Forum prévu à Doha en février 2022.

A cette occasion, ils ont salué le travail "important" effectué par le nouvel Institut de recherche sur le gaz dans le domaine des recherches sur des technologies innovantes et d'autres solutions. A noter que le conseiller auprès du ministère algérien de l'Énergie et des Mines, Mohamed Hamel, a été désigné en tant que secrétaire général du Forum, à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2022.

R. E.

## ORGANISATION DES ÉLECTIONS LOCALES DU 27 NOVEMBRE 2021 Un budget de 8,67 MDS DA dédié

Un budget de 8,67 milliards DA a été alloué pour les dépenses liées à la préparation et à l'organisation des élections locales du 27 novembre 2021, selon un décret présidentiel publié au Journal officiel numéro 86.

"Il est ouvert, sur 2021, un crédit de 8.670.000.000 DA, applicable aux budgets de fonctionnement des ministères de l'Intérieur, des Collectivités locales et de l'Aménagement du territoire, de la Justice, et de la Communication", précise le décret numéro 21-442 du 10 novembre 2021 signé par le président de la République, Abdelmadjid Tebboune.

En vertu de ce texte, une enveloppe de 7,75 milliards de dinars a été allouée au ministère de l'Intérieur pour prendre en charge les dépenses des services déconcentrés de l'État et celles de fonctionnement des délégations de l'Autorité nationale indépendante des élections (Anie).

Il a été également affecté un budget de l'ordre de 380 millions de dinars au ministère de la Justice et un budget de 540 millions de dinars au ministère de la Communication, libellés au titre des dépenses de l'administration centrale liées à la préparation et à l'organisation des élections locales 2021.

R. E.

ORAN, CHAMBRE DE LA PÊCHE ET DES RESSOURCES HALIEUTIQUES

# Accompagnement de 25 ramendeurs de filets de pêche

*La chambre de la pêche et des ressources halieutiques locale accompagne les ramendeurs pour l'obtention d'un diplôme qui leur permettra de présenter un dossier afin de bénéficier de prêt auprès des dispositifs d'aide à l'emploi...*

PAR BOUZIANE MEHDI

La Chambre de la pêche et des ressources halieutiques dans la wilaya d'Oran s'est récemment lancée dans la formation et l'accompagnement de 25 ramendeurs de filets de pêche. Au terme de la formation ces "jeunes ramendeurs devraient pouvoir créer des micro-entreprises dans ce domaine", a annoncé le directeur de cet organisme, Abdelbasset Hameri, précisant qu'il s'agit notamment de "valider les acquis de ces 25 ramendeurs, dont 10 femmes, par un test qui sera soldé par un diplôme, délivré par la chambre de l'artisanat" et précisant que ces artisans ont "appris ce métier sur le tas".

La chambre de la pêche et des ressources halieutiques locale accompagne ainsi les ramendeurs pour obtenir un diplôme, qui leur permettra de présenter un dossier afin de bénéficier d'un prêt auprès des dispositifs d'aide à l'emploi, l'Agence nationale de ges-



tion du microcrédit (Angem) notamment, a fait savoir l'APS. Abdelbasset Hameri a rappelé que l'"Angem a décidé d'octroyer pas moins de 1.000 prêts sur le plan national pour les jeunes porteurs de projet dans le domaine de la pêche et de l'aquaculture", faisant savoir que les ramendeurs ont besoin de ces prêts pour "l'acquisition du matériel nécessaire pour cette activité". En plus du ramendage, la chambre de la pêche de la wilaya d'Oran accompagne des jeunes souhaitant se lancer dans d'autres créneaux comme l'aquaponie (la culture des algues), l'aquariologie (élevage

des poissons de décoration) ou encore l'aquaculture intégrée à l'agriculture. Le directeur de la chambre de la pêche et des ressources halieutiques a affirmé que "l'objectif est d'encourager les jeunes à créer des entreprises dans le domaine de la pêche et de l'aquaculture, en leur assurant la formation et l'accompagnement auprès des dispositifs d'aide à la création d'emploi comme l'Angem et l'Agence nationale d'appui et de développement de l'entrepreneuriat (Anade) pour la création de petites entreprises dans ce domaine".

B. M.

EL-MENEA, CAMPAGNE DE MAÏSCULTURE

## Prévision de production de 150.000 tonnes de maïs fourrager

Une production de maïs fourrager ensilage, estimée à "150.000 tonnes et 13.000 tonnes de maïs en grains, est attendue pour la campagne de maïsiculture automnale, lancée dernièrement dans la wilaya d'El-Ménéa", a annoncé la direction des services agricoles. La culture de maïs fourrager et en grains, circonscrite principalement aux localités de Hassi-Ghanem, El-Ménéa, Hassi el-Gara et Hassi-Lefhal, riches en ressources hydriques et où une superficie cumulée de 4.900 hectares sous pivot lui est consacrée, augure d'un bon résultat au vu du comportement de cette plante céréalière, cultivée en assolement après la moisson du blé début juillet dernier. Pas moins de 2.700 hectares irrigués sous pivot ont été dédiés exclusivement au maïs fourrager pour soutenir l'essor de la filière lait dans les wilayas d'El-Ménéa et les wilayas limitrophes, notamment celle de Ghardaïa considérée comme un bassin laitier, sachant que le cheptel laitier des wilayas d'El-Ménéa et de Ghardaïa est estimé à plus de 4.500 bovins. Le maïs ensilage est fauché,

haché et tassé mécaniquement avant d'être lié en grosses bottes rondes recouvertes d'un plastique destinées à l'alimentation du bétail, notamment les vaches en lactation.

Une production globale de 13.000 tonnes de maïs en grains, principal intrant dans la fabrication d'aliments de bétail et de volaille, est également attendue dans la wilaya d'El-Ménéa pour l'actuelle campagne de maïsiculture.

La première expérience pilote de culture de maïs sous pivot dans le sud du pays a été effectuée sur une superficie de 100 hectares en 2011 dans la localité de Hassi-Ghanem, près d'El-Ménéa, avant d'être étendue dans le cadre de la politique agricole visant à réduire les importations et élargir la gamme de production de céréales.

Considéré comme principal intrant dans la fabrication d'aliments de bétail et de volaille, les besoins de l'Algérie en ce produit sont dépendants exclusivement du marché international dont les cours ne cessent d'augmenter et se répercutent sur les prix des productions animales (viandes, lait, œufs).

La filière lait dans les wilayas de Ghardaïa et d'El-Ménéa fait figure de référence pour l'essor remarquable enregistré ces dernières années suite à un ensemble de mesures d'incitation préconisées par les pouvoirs publics et touchant tous les maillons de cette filière. Cette dynamique a été favorisée par les différents dispositifs et mesures incitatives de soutien, par l'importation de génisses de races laitières, par la modernisation du système d'élevage en équipant les étables en matériels techniques appropriés à la production laitière, par l'autonomie alimentaire du bétail par l'encouragement de la production fourragère dans les grands périmètres agricoles, ainsi que par la mise en place d'un système de collecte de lait cru.

Les mesures incitatives mises en place par l'État ont ainsi encouragé de nombreux éleveurs de la région à s'intégrer dans le processus de production de lait et ont également poussé les industriels et autres agriculteurs à investir dans la filière lait et aliment de bétail.

APS

## TISSEMSILT Création prochaine de mini-zones d'activité

Les autorités de wilaya de Tissemsilt envisagent la création à court terme de mini-zones d'activité, a annoncé, le chef de l'exécutif de wilaya, Abbès Badaoui.

Lors des travaux du conseil exécutif de wilaya, M. Badaoui a annoncé la "création à court terme de mini-zones d'activité dans différentes communes de la wilaya", soulignant que "des assiettes foncières seront retenues pour y construire ces espaces".

Le chef de l'exécutif a insisté, au passage, sur le "respect de la spécificité économique de chaque commune, notamment l'agriculture, l'industrie et le tourisme, ainsi que sur l'achèvement dans les plus brefs délais de l'opération d'assainissement du foncier destiné à l'investissement dans la wilaya en vue d'impulser une dynamique aux démarches visant la récupération des assiettes foncières inexploitées et leur attribution à des investisseurs sérieux".

Par ailleurs, il a annoncé le lancement prochain de mesures de "reconversion des locaux à usage professionnel inexploités depuis plusieurs années dans différentes communes en des édifices publics et administratifs".

Au sujet de l'amélioration des conditions de scolarisation des élèves, le wali a mis la pression sur les chefs de daïra pour prendre en charge en urgence le déficit enregistré en chauffage, transport, cantines scolaires, notamment au niveau des écoles primaires implantées dans les zones éloignées.

Il a aussi mis l'accent sur l'accélération pour l'achèvement des projets de logements publics locatifs prévus d'être distribués dans les prochaines semaines.

## DJANET Projet de réalisation d'une nouvelle route vers Illizi

Le ministre des Travaux publics a annoncé un projet de réalisation d'une nouvelle route devant rapprocher les villes de Djanet et d'Illizi, raccourcissant de 350 kilomètres la distance de l'ancienne route.

Le projet devant relier Bordj el-Haouas et Bordj-Omar-Driss, permettra de raccourcir la distance de l'ancienne route (de 1.455 kilomètres à 1.130 kilomètres) reliant Djanet et Illizi.

Il "compte moins de virages et moins de points noirs dont souffrent à présent les usagers de l'ancienne route", a précisé M. Nasri en réponse à une question des membres de l'Assemblée populaire nationale (APN), lors d'une plénière réservée aux questions orales, sur les problèmes des routes et leur aménagement dans le Sud.

Intitulée "Étude, suivi et réalisation de la route reliant Bordj el-Haouas et Bordj-Omar-Driss", l'étude du projet a été prévue dans le budget de la wilaya d'Illizi de 2020

APS

VACCINS CONTRE LE COVID

# Des cas de troubles menstruels recensés

*Selon l'Agence nationale du médicament, des problèmes de menstruations ont pu être constatés chez plusieurs centaines de personnes à la suite d'une injection de vaccin contre le Covid-19. Des effets qui restent temporaires et sans gravité.*

Dans son point de situation sur la surveillance des vaccins contre le Covid-19 sur la période du 16 au 22 juillet, l'Agence nationale de sécurité du médicament et des produits de santé (ANSM) rapporte des cas de troubles menstruels survenus après la vaccination, avec le vaccin de Moderna mais également celui de Pfizer.

## Une réaction du système immunitaire

L'analyse de cas de troubles menstruels survenus après la vaccination avec Spikevax (36 cas depuis le début de la vaccination) a conduit le comité de suivi à considérer qu'il s'agit d'un signal potentiel qui concerne également Comirnaty, dont le profil est similaire. Ce signal potentiel va être porté au niveau européen, informe l'Agence. Pour le vaccin Pfizer, 229 cas de troubles menstruels ont été



signalés. Concrètement, certaines femmes ont pu observer que leurs règles étaient plus douloureuses, plus abondantes ou retardées.

Comment expliquer cet éventuel lien de cause à effet ? Le professeur Olivier Picone, gynécologue-obstétricien et membre du Collège national des gynécologues et obstétriciens français (CNGOF), soutient l'hypothèse d'une réaction immunitaire : *"Le système immunitaire est stimulé et va sécréter des protéines. Mais si elles sont sécrétées à un niveau trop élevé, elles seront capables de perturber la communication entre l'ovaire et l'axe hypothalamo-hypophysaire et donc de*

*modifier le cycle menstruel"*, explique-t-il.

Une récente étude prépubliée et relayée dans le *Dailymail* indique que les vaccins AstraZeneca, Pfizer et Moderna contre le Covid sembleraient plutôt affecter les cycles menstruels des femmes qui sont sous contraception et non celles qui ne le sont pas. Les chercheurs de l'Imperial College de Londres ont étudié les données de 1.273 femmes. Il en résulte que parmi les personnes sous contraception, en moyenne 42 % rapportaient avoir des règles plus abondantes que d'habitude et 19 % ont trouvé qu'elles étaient plus légères. À titre de comparaison, les

personnes sans contraception étaient 32 % à avoir un flux plus abondant et 14 % ont trouvé qu'elles étaient plus légères. Les chercheurs soulignent aussi que les personnes souffrant d'endométriose étaient plus susceptibles d'avoir leurs règles plus précocement que la normale, tandis que celles ayant le syndrome des ovaires polykystiques étaient plus susceptibles d'avoir des règles plus tardivement.

Dans tous les cas, les experts se veulent rassurants : les troubles menstruels post-vaccination sont temporaires et sans gravité. Aucun risque d'infertilité ou de fausse couche n'est à craindre.

FERTILITÉ MASCULINE

## Attention à la pollution de l'air !

Confrontés à des problèmes de fertilité masculine dans le monde entier et considérant la pollution de l'air là où résident les humains, des chercheurs ont tenté d'établir un lien entre les deux. Des expériences ont été effectuées sur des souris pour ce faire.

Se fondant sur des recherches montrant la décroissance du nombre de spermatozoïdes face à l'exposition à l'air pollué, une équipe de scientifiques de l'université du Maryland (États-Unis) a voulu décortiquer le mécanisme biologique responsable de ce phénomène.

Selon les résultats de cette étude, publiée dans la revue *Environmental Health Perspectives*, il s'agit d'une réaction de notre cerveau à l'environnement aérien défavorable.

Plus concrètement, l'expiration de l'air pollué provoque une inflammation de l'hypothalamus, une partie de notre matière grise contrôlant la faim, la soif et la libido, qui de son côté envoie des signaux d'alerte vers le système reproducteur.

*"Avec le recul, il est parfaitement logique que les neurones de l'hypothalamus soient les coupables perpétrant cette réponse inflammatoire qui*



*entraîne une faible numération des spermatozoïdes, car nous savons qu'il sert de lien majeur entre le cerveau et le système reproducteur"*, détaille Zhekang Ying, auteur principal de l'étude et professeur adjoint à l'université du Maryland.

Au cours des expériences sur les souris, les chercheurs ont également découvert que l'enlèvement de la protéine inhibiteur Kappa B Kinase 2 (IKK2), responsable de l'inflamma-

tion, fait disparaître cette réaction du cerveau à la pollution aérienne sans affecter la production de sperme, et donc la fertilité.

D'après les auteurs de l'étude, cette découverte donne l'espoir que *"les dommages dus à la pollution de l'air - au moins concernant le nombre de spermatozoïdes"* - pourraient être corrigés en supprimant un seul marqueur d'inflammation dans le cerveau.

*"Ces résultats ont des implications*

*plus larges car de nombreuses conditions, telles que l'hypertension artérielle, le diabète et les maladies cardiaques, peuvent résulter d'une inflammation du cerveau en raison de la pollution de l'air"*, conclut Charles Hong, directeur de recherche en cardiologie dans la même université.

## De fidèles alliés de la Science

Pour la biologie humaine, le rôle des souris, que l'équipe de scientifiques de l'université du Maryland a utilisées dans son étude, est difficile à sous-estimer.

Ces petits animaux participent régulièrement aux expériences des chercheurs pour les aider à résoudre les énigmes physiologiques de nos propres organismes.

Dans une autre étude récente, en testant leurs hypothèses sur les petits rongeurs, des scientifiques américains ont pour la première fois établi que derrière la chute de cheveux se trouverait le vieillissement puis la mort des cellules souches dans le follicule pileux. Les expériences ont permis notamment d'identifier des gènes concrets, responsables.

Agences

BURUNDI

# Levée des sanctions contre plusieurs personnalités du pays

*Les sanctions remontaient à 2015, en pleine crise politique, à l'époque, générée par la candidature de feu l'ex-président Nkurunziza à un troisième mandat.*

Pour justifier leur décision de lever les sanctions, les États-Unis évoquent une amélioration de la situation depuis un an et demi et l'élection du nouveau Président Évariste Ndayishimiye. Le décret américain qui annule ces sanctions explique que la situation de 2015 marquée par des violences contre les civils et une répression politique a été "modifiée de manière significative par les événements de l'année écoulée" au Burundi. Les autorités américaines mentionnent le transfert du pouvoir après les élections de 2020 ; une réduction de la violence ; et les réformes engagées par Évariste Ndayishimiye.

11 personnes sont concernées par cette levée de sanctions financières et la fin de l'interdiction d'entrée sur le territoire américain.

Les sanctions étaient prises en 2015 quand la candidature de l'ex-président burundais Pierre Nkurunziza à un troi-



sième mandat avait entraîné une crise accompagnée de violences qui ont fait plusieurs centaines de morts et poussé des centaines de milliers de personnes à l'exil.

L'Union européenne avait aussi pris des mesures et elle serait également proche d'une levée de sanctions estimant que le nouveau chef de l'État fait

des gestes qu'elle veut l'encourager à poursuivre. Toutefois, dans son dernier rapport en septembre, la Commission d'enquête des Nations unies sur le Burundi souligne certes des avancées, mais affirme que la situation ne s'est pas améliorée pour les partis d'opposition, les journalistes, ni les ONG.

TURQUIE

# Erdogan balise la terrain à l'approche de la présidentielle

Menacée par une grave crise économique et en froid avec l'Occident, la Turquie multiplie les signes d'apaisement envers ses anciens adversaires arabes. Une ouverture tous azimuts qui ferait les beaux jours d'Erdogan à l'approche de la Présidentielle.

La monnaie nationale turque n'en finit pas de chuter face au billet vert. En à peine deux ans, le coût de la vie a été multiplié par deux. Recep Tayyip Erdogan s'obstine à maintenir sa politique de taux d'intérêt bas, accélérant ainsi la chute de la monnaie nationale. Par ailleurs, le chef d'État contrôle les instances financières d'une main de fer.

Depuis 2019, il a limogé trois directeurs de la Banque centrale du pays. En octobre, il a également démis de ses fonctions deux gouverneurs et un membre du comité de politique monétaire. Une mainmise sur les affaires qui le rendrait de plus en plus impopulaire en Turquie.

La situation économique expliquerait en grande partie la nouvelle approche régionale d'Ankara. "La Turquie est obligée de réadapter sa politique avec son voisinage", explique Younes Belfellah, enseignant-chercheur en science politique à l'université de Paris-Est Créteil. "La chute du pouvoir d'achat a un impact sur toutes les

catégories sociales. Il y a également un taux de pauvreté qui progresse, il était à 15 % en 2020, et les inégalités se creusent entre le monde urbain et rural. La Turquie a besoin d'investissements étrangers et doit de ce fait réviser sa politique étrangère", souligne-t-il.

Problème: la Turquie est en froid avec son principal partenaire commercial, l'Union européenne.

Il y a un mois, Ankara était à deux doigts de renvoyer les ambassadeurs de dix pays occidentaux dans la foulée de l'affaire d'Osman Kavala. Des pays européens et les États-Unis

avaient demandé la libération immédiate de l'homme d'affaires emprisonné depuis 2017. "Les questions relatives aux droits de l'Homme entravent la coopération avec l'Occident", résume le chercheur. De ce fait, Ankara opérerait un revirement à 180 degrés avec les pays arabes.

Adversaires politiques et militaires depuis le début des Printemps arabes, la Turquie et les pays du Moyen-Orient entament une mue stratégique. La Turquie a récemment multiplié les signes d'apaisement avec ses anciens ennemis régionaux.

Agences

NICARAGUA

# Le pays demande à quitter l'Organisation des états américains

Le Nicaragua a officiellement demandé, vendredi 19 novembre, à sortir de l'Organisation des États américains (OEA) après des critiques de celle-ci sur la "légitimité" de l'élection du 7 novembre, à l'issue de laquelle le président Daniel Ortega a été réélu pour un quatrième mandat de suite.

"Je vous écris pour vous notifier officiellement notre décision indéfectible de dénoncer la charte de l'OEA, conformément à l'article 143, qui amorce le retrait définitif et la démission du Nicaragua de cette organisation", est-il expliqué dans une lettre signée par le ministre des Affaires étrangères nicaraguayen, Denis Moncada, et adressée au secrétaire général de l'OEA, Luis Almagro.

L'article 143 de la charte de l'OEA permet à un État de se retirer à l'issue d'une procédure de deux années, délai au cours duquel le pays doit respecter ses obligations envers l'organisation.

Dans cette lettre, dont une copie a été envoyée aux médias, le ministre des Affaires étrangères déclare agir sur les instructions du Président Ortega.

Le ministre des Affaires étrangères cubain, Bruno Rodríguez Parrilla, a salué sur son compte Twitter la décision du Nicaragua.

Ortega, au pouvoir depuis 2007 après avoir gouverné le pays de 1979 à 1990, a été réélu le 7 novembre pour un quatrième mandat présidentiel d'affilée. Le scrutin a fait l'objet de sévères critiques de la communauté internationale, notamment en raison de l'absence de tout adversaire sérieux, sept candidats potentiels ayant été arrêtés au cours des six mois précédant l'élection. L'Assemblée générale de l'OEA avait déclaré, le 12 novembre, que les élections nicaraguayennes "n'avaient été ni libres, ni justes, ni transparentes et n'avaient pas de légitimité démocratique", ouvrant la voie à une possible suspension du Nicaragua.

CHILI

# Une présidentielle plus polarisée que jamais

Le premier tour de l'élection présidentielle chilienne s'annonce particulier en raison des conditions sanitaires et du désir de la nouvelle génération de marquer un changement.

Les autorités électorales du Chili se sont préparées à l'élection présidentielle en effectuant des exercices préélectoraux, tenant compte des protocoles de sécurité contre le Covid-19. La première dame, Cecilia Morel, a participé à cette répétition générale en lançant un appel aux personnes âgées sur son compte twitter : "Votre vote est très important. Continuons à être les protagonistes de notre démocratie et de l'avenir du Chili !" a-t-elle écrit.

Ce dimanche, tous les électeurs devront être munis de leur carte de vaccination, utiliser du désinfectant pour les mains, porter un masque et apporter leur propre crayon pour voter.

Ce premier tour de la présidentielle chilienne s'annonce très ouvert avec la présence de plusieurs candidats éloignés des partis politiques traditionnels.

"Ces élections marquent une véritable fracture entre les générations", explique Rodrigo Hidalgo, professeur d'école. Il y a d'un côté les partis traditionnels, la droite et la coalition de centre-gauche qui cherchent à maintenir une ligne néo-libérale dans laquelle ils sont enracinés. Et de l'autre, la nouvelle génération qui pousse au changement, aux revendications et à la participation.

L'élection s'annonce plus polarisée que jamais, avec une gauche dure et une extrême droite comme candidats les mieux placés pour accéder au second tour.

Agences

FOOTBALL, ÉQUIPE NATIONALE A'

# Une liste et des surprises pour Bougherra

Le sélectionneur national de l'équipe A', Madjid Bougherra, et après une longue réflexion, a dévoilé une liste des 23 joueurs qui prendront part à la prochaine édition de la Coupe arabe, prévue au Qatar du 30 novembre au 18 décembre prochains.

PAR MOURAD SALHI

Une liste inédite pour cet entraîneur qui s'apprête à vivre sa première aventure officielle en tant qu'entraîneur de l'équipe nationale A'. Contre toute attente, le coach Bougherra compose la majorité de son équipe par des joueurs qui évoluent dans les différents championnats du Golfe.

5 joueurs seulement du championnat national de Ligue 1 ont été retenus pour ce rendez-vous arabe.

Il s'agit du trio du Paradou AC, à savoir Medjadel, Bougherra et Zerrouki, les et les 2 joueurs du CR Belouizdad, Draoui et Merzougui.

L'ancien capitaine des Verts a fait appel à de nouveaux joueurs pour jouer cette joute arabe, à l'image de M'bolhi, Belaïli, Bounedjah, Benlamri, Bendebka, Abeid, Meziane, Brahimi, Sayoud, Chetti, Abdellaoui, Zeghba, Tahrat, Bedrane, Tougai, Soudani, Benayada et autres.

À noter surtout la présence de certains éléments qui n'ont plus été appelés en équipe nationale première depuis de nombreux mois. La majorité des



joueurs retenus par Bougherra sont issus des championnats des pays du Golfe et de Tunisie.

Cette liste a surpris plus d'un dans le milieu footballistique national. L'équipe avec laquelle il a effectué 4 stages de préparations en juin, août, octobre et novembre à Doha, a été complètement changée à la veille du départ pour le Qatar.

En attendant les explications de Madjid Bougherra, les spécialistes en la matière sont unanimes à dire que ce choix n'est pas du tout fortuit. Sans sous-estimer la valeur des joueurs retenus déjà lors des premiers stages, Bougherra mise sur l'expérience des joueurs pour réussir son baptême de feu.

La majorité des joueurs retenus pour ce rendez-vous qatari ont déjà participé aux grands événements avec l'équipe nationale première. Et puis,

ces joueurs, selon les spécialistes en la matière, évoluent dans des pays du Golfe, donc ils connaissent parfaitement bien le climat qui règne au Qatar. L'autre explication donnée déjà par le sélectionneur national Djamel Belmadi "est l'arrêt des championnats dans les pays du Golfe pendant cette période sur laquelle s'étalera la Coupe arabe".

Ces joueurs retenus également en équipe A, en vue de la prochaine édition de la Can-2021 au Cameroun, prévue en janvier prochain, "ne doivent pas rester sans compétition pendant plus d'un mois", a-t-il dit. Les Verts entameront la compétition arabe face au Soudan le 1<sup>er</sup> décembre au stade Ahmed-Ben Ali à Doha à partir de 10h.

Ils enchaîneront juste après contre le Liban, le samedi 4 décembre au stade Al-Janoub à 14h avant de boucler le premier tour en affrontant l'Égypte le mardi 7 décembre, toujours au stade Al-Janoub à 20h.

La délégation algérienne composée de 46 membres, emmenée par Yacine Benhamza, vice-président de la Fédération algérienne de football, ralliera le Qatar vendredi à bord d'un vol spécial d'Air Algérie.

Cette première édition de la Coupe arabe de la Fifa regroupera 16 nations réparties en 4 groupes de 4 équipes chacun.

Les deux premiers de chaque poule se qualifieront pour les quarts de finale. Les matches de la Coupe arabe sont programmés dans 6 des stades de la future Coupe du monde.

M. S.

CHAMPIONNATS ARABES SUR PISTE DE CYCLISME

## L'Algérie en or

La sélection algérienne a remporté la médaille d'or dans l'épreuve de la poursuite élite/messieurs, disputée samedi après-midi au Caire, pour le compte de la première journée du Festival arabe 2021 de cyclisme sur piste. L'équipe algérienne, composée du quatuor Yacine Chalel-Lotfi Tchambaz-El Khassib Sassane et Hamza Mansouri, s'est adjugée haut la main la première place de cette épreuve, portant par la même occasion le total provisoire de la moisson algérienne à 4 médailles.

En effet, avant l'élite/messieurs),

Nesrine Houili et Chahra Azzouz, avaient remporté la médaille d'argent au sprint par équipes/dames), avant que Salah-Eddine Al-Ayoubi Cherki n'ajoute une médaille de bronze au scratch juniors/messieurs), et que Hamza Amari ne bonifie encore cette moisson, en remportant une autre médaille en bronze, au scratch élite/messieurs).

Ce Festival arabe 2021 de cyclisme avait démarré il y a une semaine, au Caire, et les 6 premiers jours de compétition avaient été consacrés aux épreuves sur route (toutes catégories).

La sélection algérienne a terminé à la première place, avec un total de 22 médailles (11 or, 7 argent et 4 bronze), devant les Émirats arabes unis (2<sup>es</sup>) et le Maroc (3<sup>e</sup>).

Les épreuves sur route, achevées vendredi, ont laissé place aux épreuves sur piste, qui auront lieu du 20 au 23 novembre, avec la participation de 13 coureurs algériens.

Selon la Fédération algérienne de cyclisme (FAC), "l'équipe nationale participe à ce Festival arabe avec l'objectif de remporter un maximum de titres".

CAN-2022 FÉMININE

## Double confrontation amicale entre l'Algérie et la Tunisie

La sélection algérienne féminine de football affrontera en amical son homologue tunisienne les 25 et 28 novembre à Tunis, en prévision du 2<sup>e</sup> et dernier tour des éliminatoires de la Coupe d'Afrique des nations Can-2022, prévue au Maroc, a annoncé

samedi la Fédération algérienne de football (Faf).

Pour cette double confrontation amicale, la sélectionneuse, Radia Fertoul, a convoqué 24 joueuses, dont 13 évoluant à l'étranger pour un stage qui se tiendra du 21 novembre au 1<sup>er</sup> décem-

bre en Tunisie. Les Algériennes défieront les Sud-Africaines, vice-championnes d'Afrique en titre, lors du 2<sup>e</sup> et dernier tour des éliminatoires de la Coupe d'Afrique des nations Can-2022, prévu les 14 et 23 février 2022. L'Algérie avait dominé au 1<sup>er</sup> tour des

éliminatoires le Soudan, en s'imposant lors du match aller disputé à Alger sur le score fleuve de 14 à 0, alors que le match retour prévu à Khartoum avait été annulé à cause de la situation politique au Soudan.

ARABIE SAOUDITE

## Premier but de la saison pour Chafaï...

Dans une rencontre qui a vu la titularisation des Algériens Farouk Chafaï et Hilal Soudani, c'est le défenseur Chafaï qui a finalement marqué, donnant la victoire à Damac face à Al Feiha.

La donne ne fut pas simple pour El Arbi Hilal Soudani, Farouk Chafaï et les leurs. En effet, réduite à 10 dès la 20<sup>e</sup> minute de jeu, l'équipe d'Al Feiha s'est regroupée derrière pour empêcher Damac de prendre l'avantage.

Cette stratégie s'était avérée payante jusqu'à la 83<sup>e</sup> minute. Alors que l'on semblait se diriger vers un score vierge, Farouk Chafaï, monté à l'attaque, a reçu un centre dans la surface et a inscrit ainsi son premier but de la saison. Immédiatement après l'ouverture du score, c'est d'ailleurs Soudani qui a rejoint le banc de touche.

Avec cette victoire, Damac reprend la tête du championnat avec un point d'avance sur son dauphin, Al Ittihad. À noter également que Chafaï n'est pas convoqué par Madjid Bougherra en EN A' pour la Coupe arabe en dépit de la présence de ses deux coéquipiers, Zeghba et Soudani dans la liste élargie.

## ...Sayoud buteur à la dernière minute

Titulaire avec Al Tae'e malgré le départ de son ancien entraîneur, le meneur de jeu international A' Amir Sayoud a marqué son deuxième but de la saison, offrant la victoire aux siens à la dernière minute de jeu.

Duel d'Algériens en Arabie saoudite entre Amir Sayoud et Sofiane Bendekba pour le match Al Tae'e-Al Fateh. Les deux équipes ne sont pas dans une situation très confortable en championnat, surtout Al Tae'e, lanterne rouge au coup d'envoi et qui devait absolument prendre des points. Sayoud, qui est le meilleur joueur de son équipe depuis le début de saison, s'est montré comme étant la principale attraction de cette rencontre, l'ancien du CRB se procurant plusieurs occasions avant de trouver la mire. À la 94<sup>e</sup> minute, et alors que la rencontre se dirigeait sur un score nul entre les deux équipes, Sayoud a demandé la balle dans la surface puis placé une tête imparable pour le gardien d'Al Fateh. 1-0 score final pour Al Tae'e, qui remonte à la 14<sup>e</sup> place sur 16.

## TAKEN



21h05



Un ancien agent des services secrets américains débarque à Paris pour se lancer sur les traces d'un redoutable gang de la mafia albanaise, spécialisé dans la traite des femmes, qui a kidnappé sa fille...

## LE RETOUR DE DON CAMILLO



21h05



En Italie du Nord, dans les années cinquante. Confronté à des problèmes administratifs complexes, le maire rouge Peppone obtient le retour d'exil de son meilleur ennemi, l'impétueux don Camillo.

## L'ART DU CRIME



21h05



Antoine et Florence doivent élucider le meurtre d'une riche collectionneuse, grande amie de Pierre Chassagne, passionnée de Camille Claudel. Tandis que l'enquête les entraîne jusqu'au musée Rodin, tous les indices ramènent à la douloureuse histoire d'amour que Camille Claudel a connue avec Auguste Rodin. L'amour blessé peut-il rendre fou au point de tuer ? Serait-ce la clé de l'énigme ?...

## SECRETS D'HISTOIRE



21h05



Sainte Thérèse de Lisieux a tracé son chemin de la Normandie jusqu'au Vatican jusqu'à devenir l'une des saintes catholiques les plus aimées dans le monde. Avec Lou Gala dans le rôle de Sainte Thérèse.



# LA SELECTION DU MIDI LIBRE

## GOSFORD PARK



21h05



Sous le regard intéressé de leurs valets, quelques privilégiés, conviés à une somptueuse partie de campagne, se disputent les faveurs financières de leur hôte, un vieux lord à qui son pouvoir et sa brutalité valent bien des initiés.

## MARIE OPPERT - ENCHANTÉE



21h05



Sur la scène de l'Opéra Comique, Marie Oppert interprète de grands classiques de la comédie musicale, de "Un Américain à Paris" à "Cendrillon", en passant par "Les Parapluies de Cherbourg" ou "Mary Poppins". Considérée comme l'étoile montante de la comédie musicale, Marie Oppert ajoute sa touche personnelle dans ces chansons, accompagnée par Thomas Enhco au piano, Frédéric Leibert à la contrebasse et Thierry Chauvet-Peilleux à la batterie.

## L'AMOUR EST DANS LE PRÉ



21h05



Sous le soleil provençal, c'est l'heure tant attendue du bilan où les onze agriculteurs se réunissent pour la première fois, accompagnés de leurs prétendantes ou non. Dans une ambiance festive mais pluvieuse, Hervé, Delphine, Franck, Vincent et Jean-François viennent raconter à Karine leur parcours depuis les speed-dating.

## SERVICE VOLÉ



21h00



Pendant 30 ans, Isabelle Demongeot, jeune prodige du tennis féminin promise à un avenir glorieux, s'est tue. Elle a subi pendant 9 ans les violents de son entraîneur de tennis, de 14 à 23 ans, sans en parler à personne. Elle était totalement sous l'emprise de son bourreau. C'est dans le cabinet d'un médecin, à l'aube de la quarantaine, que l'ex-n° 2 française du tennis féminin est soudain rattrapée par son passé. La question est posée : était-elle vraiment la seule ? Isabelle en a toujours été persuadée, mais elle a besoin d'en avoir le cœur net...æ

Web : www.lemidi-dz.com  
**MIDI**  
Quotidien national d'information *Libre*

Gérant : Reda Mehigueni  
e-mail : direction@lemidi-dz.com

La rédaction  
e-mail : redaction@lemidi-dz.com

Standard : 021.18.22.67  
Rédaction : Tél-Fax : 023.18.22.67  
Publicité : Tél-Fax : 023.18.22.67  
publicite@lemidi-dz.com  
Pour vos publicités s'adresser à l'ANEP 01, avenue Pasteur, Alger

Impression :  
Centre : SIA Diffusion : Midi Libre  
EURL Midi Libre  
au capital social de 12.000.000 DA  
Compte Bancaire :  
SGA Bouzaréah : 021000071130000214 clé 16  
Adresse : 12 rue Fouzia-Moulahe Rostomia Clairval Alger.

La reproduction de tout article est interdite sans l'accord de la rédaction. Les manuscrits, photographies ou tout autre document et illustration, adressés ou remis à la rédaction ne seront pas rendus et ne feront l'objet d'aucune réclamation.

Fajr	06:03
Dohr	12:34
Asr	15:15
Maghreb	17:38
Icha	19:00

SELON UNE ÉTUDE RÉCENTE

## 62 % DES DÉPENSES DÉDIÉS À L'ALIMENTATION

Une étude récente, publiée par le centre des recherches en économie sociale de Méditerranée, conclut que les Algériens dépensent 62 % de leurs revenus dans l'alimentaire.

C'est le premier segment de dépenses après celui de la santé.

L'étude en question en collaboration avec le Centre national d'études et analyses pour la population et le développement (CENEAP) a été réalisée entre mars et octobre 2021 et publiée dernièrement sur une vaste enquête touchant les différentes classes sociales.

Elle révèle sur le chapitre "revenus et dépenses" que les Algériens dépensent 62,3 % dans l'alimentation et le ratio de ces dépenses se situe entre 3 à 4 % quotidiennement.

L'étude signale que "les dépenses alimentaires sont proportionnelles aux revenus dont la moyenne est de 32.000 à 34.000 DA".

Dans cet ordre d'idées, les conclusions de cette enquête donnent des estimations sur les autres dépenses telles que la santé où 18,2 % des dépenses et celles relatives



à l'énergie (électricité et eau) ne représentent que 13,5 % en fonction des échelles de revenus.

Il est indiqué dans ce compte rendu que "les échelles de revenus en comparaison entre 2015 à 2019 ont baissé de 43 % suite aux différentes dévaluations et leurs impacts sur les dépenses".

Et de souligner que "le stock de l'épargne des Algériens est à niveau moyen depuis les 5 dernières années mais accuse une relative baisse depuis le premier semestre de l'année 2021".

Ce qui explique d'ailleurs que le recours aux emprunts et endettement est sollicité par 45 % de ceux qui ont des revenus intermédiaires.

Il y a dans un autre chapitre la dépense

propre au logement et qui a vu une nette augmentation depuis ces dernières années avec un ratio situé entre 10 et 15 % selon les moyennes de revenus retenues.

"Cette dépense qui a absorbé durant des années près de 30 % des salaires et stocks d'épargne a reculé suite à la poursuite de la politique de soutien des ménages en logements sociaux et publics".

Il résulte, selon le rapport de l'étude, que "les dépenses ont été comprimées sur la priorité des besoins quotidiens avec l'apparition d'une crise de solvabilité financière et un renchérissement des prix de la plupart des produits alimentaires".

F. A.

### MÉDIAS

#### "FRANCE 24" POURSUIT SA GRÈVE

Le débrayage entamé par les salariés de la chaîne internationale d'information française France 24 continue. La grève d'une partie du personnel de la chaîne de télévision d'information internationale, démarrée jeudi matin, a été reconduite au moins jusqu'à lundi soir, indique le compte Twitter du mouvement, F24 Solidaires.

"Les salariés et pigistes de France 24 réunis en assemblée générale viennent de voter à 60 % la reconduction de la grève au moins jusqu'à lundi soir", est-il écrit. "Une nouvelle assemblée générale se tiendra lundi à 16h30", est-il précisé dans le même tweet.

Lors d'une réunion entre la direction et les syndicats commencée vendredi matin et qui a duré près de 5 heures, des "propositions ont été faites, mais elles ne sont pas satisfaisantes pour la majorité de l'assemblée générale", a déclaré à l'AFP Florent Rodo, pigiste depuis neuf ans et demi à France 24 et membre de la délégation de 12 personnes désignée par l'assemblée générale pour négocier avec la direction et les syndicats. "On nous a promis une cinquantaine d'embauches de

CDI d'ici à 2023. C'est un calendrier un peu long. Il y aurait une trentaine d'embauches à la rentrée 2022 et le reste l'année d'après", a-t-il détaillé. En outre, "sur le management toxique, la culture du copinage, on n'a vraiment pas été entendu. On n'a pas vraiment l'impression que la direction a pris la mesure du malaise", a-t-il ajouté. Les salariés en colère avaient initié il y a une semaine le vote d'une motion de défiance à l'encontre d'une partie des dirigeants de la chaîne, dénonçant "une profonde dégradation des conditions de travail".

Dans un entretien sur la radio France Inter, la directrice de France 24 avait reconnu "un malaise au sein de la rédaction de la chaîne et qu'il fallait en sortir". Pour rappel, la chaîne française France 24 propose quatre chaînes mondiales d'information continue (en français, en anglais, en arabe et en espagnol), émettant 24 heures sur 24 et 7 jours sur 7 dans 444 millions de foyers sur les 5 continents. Elle propose ses programmes depuis la fin 2006 et appartient au groupe France Médias Monde.

### PERSONNES VACCINÉES AUTORISÉES À ENTRER AU CANADA

#### La liste élargie

Le gouvernement canadien a annoncé de nouvelles mesures en faveur des voyageurs entièrement vaccinés avec les sérums de Sinopharm, Sinovac et Covaxin.

Il "seront autorisés à entrer au Canada à partir du 30 novembre". Avant cette date, seuls les voyageurs ayant reçu les vaccins de Pfizer, Moderna, AstraZeneca et Johnson & Johnson y étaient autorisés.

Autre mesure : à partir du 30 novembre également, "les personnes quittant le Canada par voie terrestre ou aérienne pour moins de 72 heures ne seront plus tenues de fournir la preuve d'un test moléculaire négatif pour rentrer dans le pays".

Ce changement s'applique uniquement aux "Canadiens, aux résidents permanents et aux personnes inscrites en vertu de la loi sur les Indiens, ainsi qu'aux enfants de moins de douze ans qui les accompagnent et aux personnes présentant des contre-indications médicales à la vaccination", explique-t-on de même source.

Aussi, toujours selon le communiqué du gouvernement canadien, à partir du 15 janvier, "certains groupes de voyageurs actuellement exemptés des exigences d'entrée ne seront autorisés à entrer au Canada que s'ils sont entièrement vaccinés".

Il s'agit des personnes voyageant pour rejoindre leur famille, les étudiants internationaux, les athlètes professionnels et amateurs, les personnes possédant un permis de travail valide et d'autres travailleurs des services essentiels, notamment les camionneurs.

### CORONAVIRUS EN ALGÉRIE

#### 113 nouveaux cas et 4 décès en 24 heures

Selon tous les spécialistes, l'Algérie serait déjà entrée dans la quatrième vague de coronavirus. Les contaminations enregistrées restent toutefois peu nombreuses, ce qui se passe toujours au début de chaque vague épidémique, mettent en garde les experts.

Hier 21 novembre 2021, l'Algérie a recensé pas moins de 113 nouveaux cas de contamination au Covid-19, contre 144 cas enregistrés la veille. Il s'agit donc d'une nouvelle baisse appréciable. Outre le nombre des contaminations, le bilan communiqué par le ministère de la Santé fait aussi état malheureusement de 4 nouveaux décès dus à des complications liées au virus, mais également de 82 nouvelles guérisons et de 23 nouveaux patients admis en soins intensifs. Outre le fait que la pandémie constitue un risque sur la vie des citoyens, elle est aussi un obstacle pour l'économie nationale qui n'a pas d'autre choix que celui d'essayer de se relever. Le ministère de la Santé a affirmé que 13 millions de doses de vaccins anti-Covid risquent la péremption. Les Algériens ne veulent pas se faire vacciner, ce n'est plus un secret pour personne.

### RECENSEMENT GÉNÉRAL DE LA POPULATION ET DE L'HABITAT Organisation de la 6<sup>e</sup> édition

Le 6<sup>e</sup> Recensement général de la population et de l'habitat (RGPH), serait entamé le 2 janvier prochain, rapporte hier matin, *Ennahar TV*, citant "des sources sûres". L'opération pour laquelle 75.000 encadreurs ont été mobilisés, s'étalera jusqu'au 31 mai de la même année. Pour ce faire, les pouvoirs publics se sont attelés à la mise en place d'un plan pour le déroulement de "cette opération, à son suivi ainsi qu'à la prise de toutes les mesures indispensables y afférentes". Cette opération aboutira à des données statistiques "précises et fiables", à même de contribuer à asseoir les politiques publiques futures et à mettre en place des plans de développement "efficaces" en coordination avec l'ensemble des parties concernées. Pour rappel, le 6<sup>e</sup> RGPH devait avoir lieu en cette année 2021, selon l'annonce faite début janvier dernier par le ministre de l'Intérieur, des Collectivités locales et de l'Aménagement du territoire, Kamel Beldjoud, mais la situation sanitaire due au coronavirus, a fait qu'elle soit retardée d'une année. L'Algérie avait effectué son premier recensement de la population et de l'habitat en 1966.

Depuis, cette opération est devenue une "tradition et un engagement" pour l'État qui l'effectue tous les dix ans, au regard de son importance socioéconomique.

"Pour sa première expérience en matière de recensement, l'Algérie indépendante a créé et organisé des structures propres à assurer les multiples tâches nécessaires à la réalisation de cette opération", lit-on sur le site de l'Office national des statistiques (ONS).